

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CA CONSUMER FINANCE

Société Anonyme au capital de 554 482 422 euros.

Siège social : 1, rue Victor Basch - CS 70001 - 91068 MASSY CEDEX.

542 097 522 RCS EVRY.

Comptes sociaux approuvés par l’assemblée générale mixte du 15 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l’assemblée générale de la société CA Consumer Finance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société CA Consumer Finance relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Dépréciations des créances saines et dégradées

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d’audit
La société CA Consumer Finance est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l’incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.	Nos travaux ont été adaptés pour tenir compte de l’évolution des risques et d’un niveau d’incertitude accru.
Comme indiqué dans la note 1 de l’annexe aux comptes annuels, la société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes attendues sur les encours sains et dégradés.	Nos travaux ont consisté principalement à : - Prendre connaissance de la gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles comptables ;

<p>Ces dépréciations et provisions pour pertes attendues sont déterminées sur la base de modèles internes de risques de crédit, en tenant compte de données macroéconomiques prospectives appréciées au niveau de votre société et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre société.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit des créances saines et dégradées constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours sains et dégradés, en particulier dans le contexte marqué par une incertitude importante.</p> <p><i>Le stock de dépréciations sur les créances saines et dégradées s'élève à 201 M€ au 31 décembre 2024, comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes annuels.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Apprécier le caractère approprié des modèles, paramètres et des hypothèses macroéconomiques utilisés pour les calculs des dépréciations et provisions, avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit ; - Effectuer des contre-calculs sur les dépréciations des créances saines et dégradées et examiner les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant ; - Examiner le déversement des créances et des dépréciations et provisions en comptabilité ; - Rationaliser l'évolution des encours et des dépréciations ; - Réaliser des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe Crédit Agricole avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques de l'outil OMP utilisé pour le calcul des provisions ECL ; - Examiner les informations publiées en annexes relatives au risque de crédit.
---	---

■ Risque de crédit – Dépréciations des créances douteuses

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>La société CA Consumer Finance est exposée aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, la société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes sur les créances douteuses liés au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements.</p> <p>Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation dont le montant est établi à partir d'une estimation statistique qui, fondée sur les données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs attendus de ces créances.</p> <p>Comme pour les encours sains et dégradés, les dépréciations et provisions destinées à couvrir les pertes attendues sur les encours en défaut constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations. Nous avons donc considéré leur estimation constituait un point clé de l'audit.</p> <p><i>Le stock de dépréciations sur les créances douteuses s'élève à 263 M€ au 31 décembre 2024, comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes annuels.</i></p>	<p>Nos travaux ont été adaptés pour tenir compte de l'évolution des risques et d'un niveau d'incertitude accru.</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance de la gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles comptables ; - Apprécier le caractère approprié des modèles, paramètres et hypothèses utilisés pour les calculs des dépréciations des créances douteuses, avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit ; - Examiner les procédures de contrôle interne afférentes au processus d'identification des créances douteuses et du calcul des dépréciations de ces créances ; - Examiner les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant ; - Examiner le déversement des créances et des dépréciations et provisions en comptabilité ; - Rationaliser l'évolution des créances et des dépréciations ; - Tester par échantillonnage la qualité des données utilisées dans les estimations statistiques ; - Examiner les informations publiées en annexes relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas

les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CA Consumer Finance par l'assemblée générale du 23 mai 2024 pour les cabinets Deloitte & Associés et Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, les cabinets Deloitte & Associés et Forvis Mazars S.A. étaient dans la première année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Anne VEAUTE	Forvis Mazars S.A.	Jean-Baptiste MEUGNIOT	Deloitte & Associés Charlotte VANDEPUTTE
-------------	--------------------	------------------------	---

BILAN au 31/12/2024

(En euros)

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		31 219 941 832,47	33 187 435 670,81
Caisse, banque centrale		2 158 398 582,29	4 047 368 999,00
Effets publics et valeurs assimilées	4, 4.1 et 4.2		
Créances sur les établissements de crédit	2	29 061 543 250,18	29 140 066 671,81
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 et 3.1	8 516 457 819,92	9 651 095 757,65
OPERATIONS SUR TITRES		5 629 241 786,15	3 260 527 966,45
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 et 4.1	5 629 239 986,15	3 260 526 466,45
Actions et autres titres à revenu variable	4, 4.1 et 4.2	1 800,00	1 500,00
VALEURS IMMOBILISEES		6 750 671 368,69	7 051 876 691,56
Participations et autres titres détenus à long terme	7	483 832 846,89	477 482 965,21
Parts dans les entreprises liées	5 et 7	4 900 218 660,55	4 692 576 675,51
Opérations de crédit-bail & assimilés	3, 3.1, 3.2 et 3.3	1 157 403 959,66	1 659 035 558,74
Immobilisations corporelles	6 et 7	21 093 006,11	23 243 773,17
Immobilisations incorporelles	6 et 7	188 122 895,48	199 537 718,93
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	8	800 338 148,55	481 554 329,78
Autres actifs		599 615 245,27	260 606 516,54
Comptes de régularisation		200 722 903,28	220 947 813,24
TOTAL		52 916 650 955,78	53 632 490 416,25

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		26 845 018 517,40	29 361 532 735,55
Banques centrales		0,00	0,00
Dettes envers les établissements de crédit	10	26 845 018 517,40	29 361 532 735,55
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	11 et 11.1	8 453 381 253,08	8 773 429 467,59
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	12 et 12.1	8 894 059 854,40	6 162 913 457,15
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	13	541 043 335,86	803 024 787,75
Autres passifs		342 449 041,57	600 880 394,24
Comptes de régularisation		198 594 294,29	202 144 393,51
PROVISIONS & DETTES SUBORDONNEES		3 632 870 058,75	3 060 679 117,47
Provisions	14	224 206 066,57	193 063 277,47
Dettes subordonnées	15	3 408 663 992,18	2 867 615 840,00
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		49 033 574,00	49 033 574,00
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	16	4 501 244 362,29	5 421 877 276,76
Capital souscrit		554 482 422,00	554 482 422,00
Prime d'émission		3 376 278 285,75	3 376 278 285,75
Réserves		67 161 752,79	67 141 152,79
Provisions réglementées		247 744,04	702 422,64
Report à nouveau		879 006 570,58	648 824 884,98
Résultat de l'exercice		-375 932 412,87	774 448 108,60
TOTAL		52 916 650 955,78	53 632 490 416,27

HORS BILAN au 31/12/2024

(En euros)

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES	21	6 401 341 352,90	5 756 579 146,98
Engagements de financement		3 719 423 895,06	3 910 315 092,87
. En faveur d'établissements de crédit		385 035 807,60	290 687 334,00
. En faveur de la clientèle		3 334 388 087,46	3 619 627 758,87
Engagements de garantie		2 681 917 457,84	1 846 264 054,11
. D'ordre d'établissement de crédit		2 514 822 141,99	1 707 451 440,66
. D'ordre de la clientèle		167 095 315,85	138 812 613,45
Engagements sur titres			
. Autres engagements donnés			
ENGAGEMENTS RECUS	22	213 522 872,77	1 170 926 085,01
Engagements de financement			
. Reçus d'établissements de crédit			
. Reçus de la clientèle			
Engagements de garantie		213 522 872,77	1 170 926 085,01
. Reçus d'établissement de crédit		2 703 857,76	732 588 857,76
. Reçus de la clientèle		210 819 015,01	438 337 227,25
Engagements sur titres			
. Autres engagements reçus			

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

(En euros)

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	24	-77 557 961,56	227 691 077,24
Intérêts et produits assimilés		2 408 480 474,09	2 023 133 886,19
Intérêts et charges assimilés		-2 418 809 295,96	-1 844 170 935,84
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées		686 842 861,71	772 132 253,99
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées		-754 072 001,40	-723 404 127,10
Revenus des titres à revenu variable	25	215 781 189,13	821 085 469,10
Produits nets des commissions	26 et 27	809 476,88	-1 512 942,59
Commissions (Produits)		22 064 268,75	23 597 553,40
Commissions (Charges)		-21 254 791,87	-25 110 495,99
Produits nets sur opérations financières		-56 813 812,93	-29 926 633,59
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	28	-19 020 610,39	-30 488 707,02
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	29	-37 793 202,54	562 073,43
Autres produits nets d'exploitation bancaire	30	263 021 138,29	566 612 919,21
Autres produits d'exploitation bancaire		266 227 304,51	571 405 814,36
Autres charges d'exploitation bancaire		-3 206 166,22	-4 792 895,15
PRODUIT NET BANCAIRE		345 240 029,81	1 583 949 889,37
Charges générales d'exploitation		-487 620 568,87	-534 526 374,05
Frais de personnel	31	-243 107 807,46	-270 406 356,38
Autres frais administratifs	33	-244 512 761,41	-264 120 017,67
Dot. aux amort. & dep. / immobilisations corporelles et incorporelles		-21 242 674,53	-44 850 089,32
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		-163 623 213,59	1 004 573 426,00
Coût du risque	34	-225 046 897,16	-198 619 571,56
RESULTAT D'EXPLOITATION		-388 670 110,75	805 953 854,44
Résultat net sur actifs immobilisés	35	2 808 616,48	-28 931 597,63
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-385 861 494,27	777 022 256,81
Coûts liés au rapprochement	36		
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	37	9 474 402,80	-3 043 822,71
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		454 678,60	469 674,50
RESULTAT NET		-375 932 412,87	774 448 108,60

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2024**En euros****Présentation juridique :**

CA Consumer Finance est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de Commerce.

CA Consumer Finance est un établissement de crédit, agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution pour les opérations de banque, soumis aux dispositions du Code Monétaire et Financier.

Elle est soumise aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

L'adresse du siège social est : Rue Victor Basch 91068 MASSY – France.

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro : 542 097 522 Société Anonyme au capital de 554 482 422 Euros.

Faits marquants de l'exercice :

Au cours de l'exercice 2024, le groupe CAPFM a réalisé les principales opérations suivantes :

• Développement de l'offre et des services autour de la mobilité et des solutions innovantes

Le 29 février 2024, CA Consumer Finance a acquis 100% de PLEDG. Cette fintech, spécialiste du paiement fractionné et différé, est non consolidée pour des raisons de non-significativité.

Le 5 février 2024, la Joint-Venture CA Mobility Care Services a été créée suite à la signature du master agreement par CA Consumer Finance et Opteven. Cette entité, détenue à 50% par chaque partenaire, est non consolidée pour des raisons de non-significativité. Elle est spécialisée dans les contrats de garantie et de maintenance automobile.

• Audit BCE

Dans le cadre de son processus de surveillance prudentielle, la BCE a mené une revue du dispositif de provisionnement IFRS9 de CA Consumer Finance et a partagé ses attentes sur :

- Une mise en cohérence des dispositifs IRB et IFRS 9, et
- Des compléments méthodologiques pour tenir compte des dernières précisions sur l'application des textes.

La finalisation des analyses a conduit à retenir de manière prudente un niveau de provisions de 50 000 000 €, portant principalement sur le hors défaut.

• La cession du fonds de commerce automobile à l'entité CA Auto Bank

CA Consumer Finance a transféré son fonds de commerce Sofinco Mobilité à l'entité CA Auto Bank SPA via son établissement CA Auto Bank – Succursale en France avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2024. La Cession du Fonds de Commerce Sofinco Mobilité a été réalisée moyennant un prix de cession de 25.062.000 €. L'impact résultat de cette cession est un impact positif de 3 177 000 € après imputation de la reprise pour de dépréciation.

• Crédit d'Impôt Recherche

CA Consumer Finance a constitué en 2024 un dossier de demande de Crédit Impôt Recherche (CIR) portant sur les dépenses engagées en 2024. Ces produits d'impôt ont fait l'objet d'une créance d'impôt dans les comptes 2024 à hauteur de 6 302 K€ net des honoraires et net de provision pour risques au titre de 2024.

Événements postérieurs au 31 décembre 2024**• Prise de participation à hauteur de 50% dans GAC Finance Leasing Co. Ltd, (GAC Leasing)**

Le 16 janvier 2025, CA Consumer Finance a acquis 50% de GAC Leasing. Renommé GAC-Sofinco Finance Leasing Co Ltd, cette co-entreprise en partenariat avec le constructeur chinois Guangzhou Automobile Group Co., Ltd (GAC Group) proposera des solutions de leasing financier et opérationnel en Chine et favorisera le déploiement des véhicules électriques.

• Prise de contrôle de la fintech SLINE

Le 2 janvier 2025, CA Consumer Finance a pris le contrôle de SLINE par l'acquisition de 50% de cette entité. CA Consumer Finance étant déjà actionnaire à hauteur de 50% de Sline, elle détient désormais l'intégralité de son capital. Cette entité propose une solution de location pour les e-commerçants et les marchands pour accélérer sur le marché de l'économie de l'usage en France.

• Augmentations de capital de Crédit Agricole Consumer Finance

Le conseil d'administration du 20 janvier 2025 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 18 669 417 € pour le porter de 554 482 422 € à 573 151 839 €, par émission de 478 703 actions nouvelles de la société de 39 € de valeur nominale chacune assorties d'une prime d'émission de 546 € par action, soit une prime d'émission totale de 261 371 838 €.

Ensuite, le conseil d'administration du 30 janvier 2025 a décidé d'une seconde augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 23 333 310 euros et la création d'une prime d'émission totale de 326 666 340 euros, pour le porter de 573 151 839 euros à 596 485 149 euros, par l'émission de 598 290 actions ordinaires nouvelles émises au prix unitaire de 585 euros, soit 39,2 euros de valeur nominale chacune, assortie d'une prime d'émission de 546 euros par action.

NOTE 1 : PRINCIPES ET METHODES APPLIQUESElaboration des comptes annuels

Les états financiers de CA Consumer Finance sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de CA Consumer Finance est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Changement de méthode comptable

Néant

Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

CA Consumer Finance constate, au titre des expositions de crédits (bilan et hors-bilan), des provisions au passif de son bilan pour couvrir les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- Notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts). L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La direction des risques du Groupe CACF est en charge de définir et maintenir la méthodologie de dépréciation pour se conformer aux normes et à leur évolution, d'approuver les écarts et les modifications des modèles locaux proposés par les entités, de valider les backtestings. Elle pilote la mise en œuvre de la méthodologie de provisionnement et la coordination fonctionnelle entre les entités et le Groupe.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que CA Consumer Finance ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. CA Consumer Finance applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

CA Consumer Finance apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le *Stage 1* correspond à des ECL à 12 mois, le *Stage 2* correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en *Stage 2* (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *stage 2*.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*

L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financiers pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, CA Consumer Finance distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises : les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.
- Créances douteuses compromises : ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par CA Consumer Finance par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les créances retail, le montant est établi à partir d'une estimation statistique qui, fondée sur les données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs attendus de ces créances. La provision est calculée en valeur actualisée au taux d'origine du contrat ou au dernier taux en vigueur en cas de taux révisable, conformément à l'article 2231-2 du règlement ANC 2014-07.

Pour certains crédits, principalement crédits aux contreparties corporate, les dépréciations sont déterminées créance par créance.

L'ensemble des dépréciations vient en déduction des encours douteux non compromis ou douteux compromis inscrits à l'actif. Les intérêts et accessoires échus impayés des encours douteux avant échéance du terme sont dépréciés à 100 %.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque. L'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps (désactualisation) est inscrite dans la marge d'intérêt en Produit Net Bancaire.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, CA Consumer Finance le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

- Restructurations ordinaires

Qualification en douteux non compromis :

- des créances recevables à une (nouvelle) procédure de surendettement,
- du 1er au 3^{ème} impayé,
- des créances douteuses par contagion

Depuis le passage à la nouvelle définition du défaut de l'EBA, ces créances sont produites en douteux, même sans impayé, sous période de surveillance d'un an.

- Moratoires

Qualification en douteux des créances ayant un délai de report supérieur ou égal à 12 mois ou, si le délai est inférieur à 12 mois, en l'absence de plan de remboursement prédéterminé.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours s'élève à 281 496 207 euros au 31 décembre 2024 contre 212 125 108 euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont classées en opérations de crédit-bail et assimilées. Les revenus de ces opérations sont inclus dans les produits bancaires sous déduction des amortissements calculés sur une durée de deux à cinq ans.

Le mode de paiement des échéances est à échoir.

- Réserve Latente :

La réserve latente est constituée par la différence entre l'encours comptable et l'encours financier des contrats sains. Elle fait l'objet d'une provision lorsqu'elle est négative.

- Immobilisations temporairement non louées (I.T.N.L.)

Les I.T.N.L. sont maintenues dans les immobilisations et continuent d'être amorties comptablement.

- Principes d'enregistrement des créances douteuses :

Avant la résiliation du contrat, les créances sont classées en encours douteux après 90 jours d'impayé ou en cas de contagion.

Lors de la résiliation du contrat, on constate en comptabilité dès qu'elles sont acquises les indemnités de résiliation qui font l'objet de dépréciations en fonction de la perte estimée probable.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations contentieuses sont intégralement dépréciées.

Portefeuilles Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des organismes de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels CA Consumer Finance dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition exclus et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est ; enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Si, un titre est acquis avec une clause de révision de prix en fonction des résultats futurs de l'entité concernée, il est procédé à une estimation annuelle pour une comptabilisation de la dette afférente.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, CA Consumer Finance détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence.

Le cas échéant, CA Consumer Finance utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres, lorsqu'il a démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

CA Consumer Finance enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

CA Consumer Finance n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

Immobilisations

CA Consumer Finance applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti, puis déprécié, et sorti du bilan, le cas échéant, selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par CA Consumer Finance, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

- constructions : 20 à 50 ans
- matériels informatiques : 2 à 5 ans
- autres immobilisations corporelles : 3 à 15 ans
- logiciels informatiques : 1 à 5 ans

Les immobilisations comprennent également des immobilisations incorporelles non amorties :

- Le fonds de commerce, issu de la fusion entre CA Consumer Finance et Finalion inscrit pour un montant net de dépréciation
- Le fonds de commerce inscrit initialement dans les livres de Finaref est amorti sur 20 ans
- Les droits au bail

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dette à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Les commissions de services financiers versées sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Provisions

CA Consumer Finance applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par CA Consumer Finance à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels :

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels:

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de CA Consumer Finance (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Elles ne concernent que les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme utilisés à des fins de couverture et figurant en engagements hors bilan, libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les charges et les produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, CA Consumer Finance a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus. Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CA Consumer Finance.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

L'intéressement est couvert par l'accord du 27 juin 2024.

Il figure dans les Frais de personnel.

Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

CA Consumer Finance a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, CA Consumer Finance provisionne ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, CA Consumer Finance applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IF RS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

CA Consumer Finance a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits et pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

CA Consumer Finance a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat. Par conséquent, le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, CA Consumer Finance n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « frais de personnel ».

Impôt sur les bénéfices

CA Consumer Finance a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale le 1^{er} janvier 2002. Aux termes des accords conclus, CA Consumer Finance constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

CA Consumer Finance est soumise au taux normal de l'impôt sur les bénéfices qui est de 25 %, sauf pour les plus-values nettes à long terme qui sont imposées à taux zéro.

En 2024, le taux d'impôt sur les sociétés applicable à CA Consumer Finance est de 25,83 %. Ce taux tient compte de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Opérations en participation

Les produits et les charges relatifs aux opérations de crédit faites dans le cadre de société en participation sont enregistrés de façon décaillée dès lors qu'une part d'encours est inscrite dans le bilan de CA Consumer Finance. Sinon, ils sont enregistrés pour leur quote-part de résultat faite en commun dans le compte de résultat, au niveau du PNB.

Opérations en commun

Les quotes-parts de résultats faites en commun des GIEs sont enregistrées en charges d'exploitation dans les autres frais administratifs.

Frais de dossiers, commissions aux apporteurs, surcommissions, frais de commercialisation

Les frais de dossiers perçus auprès des clients ainsi que les commissions et surcommissions attribuées aux intermédiaires agréés qui transmettent les demandes de la clientèle, les frais de commercialisation sont classés en intérêts et produits assimilés.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Opérations de refinancement et instruments dérivés

Les opérations de refinancement cash et hors bilan (swap) sont comptabilisées en coupons courus.

Autres produits nets d'exploitation bancaire

Ils comprennent :

- Les résultats liés à la distribution de produits d'assurance ; soit la participation bénéficiaire, les commissions et produits sur sinistres,
- Les quotes-parts de résultat des sociétés en participation (activité de partenariats)
- Les facturations au titre de l'activité pour compte de tiers.

Coût du risque

Le coût du risque comprend :

- Les dotations et reprises liées à la dépréciation des créances
- Les dotations et reprises de provision des créances saines et dégradées
- Les pertes sur créances douteuses
- Les récupérations sur créances amorties
- Le retraitement sur accessoires douteux
- La dotation à la décote

Les pertes sur créances douteuses sont comptabilisées après constatation de l'irrécouvrabilité par les unités en charge du contentieux, ou sur décision de commission de surendettement.

Information relative aux honoraires des commissaires aux comptes

L'information est présentée dans les comptes consolidés de CA Consumer Finance.

Information relative à la rémunération des organes d'administration

Depuis 2018, CA Consumer Finance a décidé d'accorder des jetons de présence aux membres du Conseil d'administration, étant entendu que les 4 administrateurs désignés par Crédit Agricole S.A. ont renoncé à leurs jetons de présence.

Au titre de l'exercice 2023 et compte tenu des modalités de répartition décidées lors du Conseil d'Administration du 2 février 2024, le montant des jetons de présence versé courant février 2024 s'élève à 191,5 K€.

Au titre de l'exercice 2024, un montant de jetons de présence à verser aux administrateurs a été provisionné à hauteur de 167 K€.

Implantations dans les Etats ou territoires non coopératifs

CA Consumer Finance ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code Général des impôts.

Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle :

Le disponible non utilisé des réserves de crédit revolving et lignes de crédit aux contreparties corporate est classé en engagements donnés à la clientèle.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CA Consumer Finance.

II - NOTES SUR LE BILAN ACTIF
(notes 2 à 9 en euros)

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Comptes et prêts : - à vue - à terme	181 280 285,00 3 068 072 689,92	12 556 539 677,97	9 829 005 795,54	839 000 000,00	181 280 285,00 26 292 618 163,43	100 071,57 163 478 554,99	181 380 356,57 26 456 096 718,42	230 084 949,03 27 191 242 365,04
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée	84 948 321,61	71 000 000,00	255 000 000,00	22 000 000,00	432 948 321,61	4 610 422,17	437 558 743,78	505 635 070,11
Prêts subordonnés	60 000 000,00		259 000 000,00	1 693 400 000,00	2 012 400 000,00	4 107 431,41	2 016 507 431,41	1 243 104 287,63
Total	3 394 301 296,53	12 627 539 677,97	10 343 005 795,54	2 554 400 000,00	28 919 246 770,04	172 296 480,14	29 091 543 250,18	29 170 066 671,81
Dépréciations (Note 9)							-30 000 000,00	-30 000 000,00
Valeurs nettes au bilan							29 061 543 250,18	29 140 066 671,81

NOTE 3 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET CREDIT BAIL - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Opérations avec la clientèle								
Créances commerciales	32 880 765,65	39 408 216,47			72 288 982,12	823 906,88	73 112 889,00	388 264 387,51
Autres concours à la clientèle	3 653 339 637,64	1 107 594 587,27	2 823 058 194,35	1 231 191 687,73	8 815 184 106,99	57 334 398,67	8 872 518 505,66	9 639 954 467,58
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	9 810 961,32				9 810 961,32	34 260,95	9 845 222,27	9 064 728,97
Sous total							8 955 476 616,93	10 037 283 584,06
Dépréciations (Note 9)					-424 594 435,19	-14 424 361,82	-439 018 797,01	-386 187 826,41
Valeurs nettes au bilan					8 472 689 615,24	43 768 204,68	8 516 457 819,92	9 651 095 757,65
Opérations de crédit-bail								
Crédit-bail et location avec option d'achat	928 551 887,41	7 883 546,75	25 983 079,71	248 824,50	962 667 338,37	5 128 547,21	967 795 885,58	1 393 132 766,18
Location simple	213 319 463,55	11 203,08	2 141,79		213 332 808,42	1 302 863,33	214 635 671,75	290 808 935,87
Sous total					1 176 000 146,79	6 431 410,54	1 182 431 557,33	1 683 941 702,05
Dépréciations (Note 9)					-25 006 953,27	-20 644,40	-25 027 597,67	-24 906 143,31
Valeurs nettes au bilan					1 150 993 193,52	6 410 766,14	1 157 403 959,66	1 659 035 558,74
Total					9 623 682 808,76	50 178 970,82	9 673 861 779,58	11 310 131 316,39

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève en milliers d'euros à 353 036 au 31/12/2024 contre 261 107 milliers d'euros au 31/12/2023. Elles conservent la qualification de " créances restructurées " jusqu'à la fin de leur vie.

NOTE 3.1 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET CREDIT BAIL - ANALYSE PAR AGENTS ECONOMIQUES

(En euros)	Particuliers	Entreprises	Autres	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Créances saines	5 240 004 319,72	3 940 066 317,43		9 180 070 637,15	48 943 688,88	9 229 014 326,03	10 837 936 088,69
Dont créances restructurées						71 553 319,65	48 993 748,98
Créances non compromises							
Valeur brute	434 537 238,58	27 442 953,79		461 980 192,37	5 491 948,35	467 472 140,72	518 256 653,89
Dépréciations	-190 375 198,66	-6 612 989,67		-196 988 188,33	-4 345 370,66	-201 333 558,99	-190 215 641,54
Taux de couverture				43 %		43 %	37 %
Créances compromises							
Valeur brute	376 559 008,76	54 622 507,35	51 851,59	431 233 367,70	10 188 339,81	441 421 707,51	365 032 543,53
Dépréciations	-224 206 430,13	-28 383 270,68	-23 499,32	-252 613 200,13	-10 099 635,56	-262 712 835,69	-220 878 328,18
Taux de couverture				59 %		60 %	61 %
Valeur nette au bilan					50 178 970,82	9 673 861 779,58	11 310 131 316,39

NOTE 3.2 - OPERATIONS DE CREDIT BAIL - RESERVES LATENTES PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	31/12/2024					Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	
Crédit bail mobilier, LOA et opérations assimilées	35 498 335,08	97 987 837,71	305 343 945,78	2 768 590,71	441 598 709,28	263 642 766,80
Total	35 498 335,08	97 987 837,71	305 343 945,78	2 768 590,71	441 598 709,28	263 642 766,80

NOTE 3.3 - OPERATIONS DE CREDIT BAIL, LOA ET LOCATION SIMPLE

Immobilisations brutes

(En euros)	Valeur au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Valeur au 31/12/2024
Immobilisations brutes	2 745 148 163,06	267 505 382,83	-518 370 216,27	2 494 283 329,62
Coûts de transaction	54 257 113,62			36 130 010,82
Créances non compromises et compromises	52 802 961,12			54 873 593,08
Créances rattachées	7 858 131,16			6 431 410,54
Total	2 860 066 368,96			2 591 718 344,06

Amortissements et dépréciations

(En euros)	Solde au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2024
Amortissements	-1 176 124 666,91	-632 010 154,35	398 848 034,53	-1 409 286 786,73
Dépréciations	-24 906 143,31	-30 638 033,78	30 516 579,42	-25 027 597,67
Total	-1 201 030 810,22	-662 648 188,13	429 364 613,95	-1 434 314 384,40

(En euros)	Valeur brute au 31/12/2024	Amorts au 31/12/2024	Valeur nette au 31/12/2024
Total	2 591 718 344,06	-1 434 314 384,40	1 157 403 959,66

NOTE 4 - TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

(En euros)	31/12/2024					Total 31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	
Effets publics et valeurs assimilées (Note 4.2) :						
- dont surcoté restant à amortir					0,00	
- dont décote restant à amortir					0,00	
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeurs nettes au bilan	0,00	0,00		0,00	0,00	
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 4.2) :						
Emis par organismes publics						
Autres émetteurs		4 471 830 517,01		1 150 000 000,00	5 621 830 517,01	3 248 590 932,66
- dont surcoté restant à amortir					0,00	
- dont décote restant à amortir					0,00	
Créances rattachées		4 445 284,14		2 964 185,00	7 409 469,14	11 935 533,79
Dépréciations						
Valeurs nettes au bilan	0,00	4 476 275 801,15		1 152 964 185,00	5 629 239 986,15	3 260 526 466,45
Actions et autres titres à revenu variable :		1 800,00			1 800,00	1 500,00
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeurs nettes au bilan	0,00	1 800,00	0,00		1 800,00	1 500,00
Totaux	0,00	4 476 277 601,15	0,00	1 152 964 185,00	5 629 241 786,15	3 260 527 966,45

NOTE 4.1 - VENTILATION DES TITRES COTES ET NON COTES A REVENU FIXE OU VARIABLE

(en euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenus fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenus fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres cotés				0,00				0,00
Titres non cotés	5 621 830 517,01		1 800,00	5 621 832 317,01	3 248 590 932,66		1 500,00	3 248 592 432,66
Créances rattachées	7 409 469,14			7 409 469,14	11 935 533,79			11 935 533,79
Dépréciations				0,00				0,00
Valeurs nettes au bilan	5 629 239 986,15	0,00	1 800,00	5 629 241 786,15	3 260 526 466,45	0,00	1 500,00	3 260 527 966,45

NOTE 4.2 - EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	31/12/2024							Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Effets publics et valeurs assimilés								
Obligations et autres titres à revenu fixe		368 679 722,34	2 024 531 822,38	3 228 618 972,29	5 621 830 517,01	7 409 469,14	5 629 239 986,15	3 260 526 466,45
Dépréciations							0,00	0,00
Valeurs nettes au bilan							5 629 239 986,15	3 260 526 466,45

NOTE 5 - PARTICIPATIONS : PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Noms des sociétés	31/12/2024				
	Forme	Activité	Nombre de titres	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention
AGOS	SA	ETS FINANCIER	749 191	962 409 316,17	61,00 %
ARGENCE DEVELOPPEMENT	SNC	ETS FINANCIER	99	495 000,00	99,00 %
CA AUTO BANK	SPA	ETS FINANCIER	700 000 000	2 355 868 492,42	100,00 %
CACF NL	SA	HOLDING	7 234 791	94 613 000,00	100,00 %
CACF SPAIN	SA	ETS FINANCIER	257 619	203 239 129,27	100,00 %
CREDIBOM	SA	ETS FINANCIER	24 800 000	223 035 740,01	100,00 %
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	SAS	ETS FINANCIER	1 558 000	13 451 089,00	50,00 %
CREDITPLUS	SA	ETS FINANCIER	36 000 000	170 669 961,72	100,00 %
EDA	SAS	Courtier Assurances	19400,00	896 552,65	77,60 %
FREECARS	SAS	ETS COMMERCIAL	57 693	27 826 205,79	76,36 %
LEASYS SAS	SAS	ETS COMMERCIAL	646 000 000	646 000 000,00	50,00 %
SEDEF	SNC	ETS FINANCIER	917999,00	549 470,86	100,00 %
SOFINCO PARTICIPATIONS	SAS	HOLDING	100000,00	2 835 939,25	100,00 %
UNIFITEL	SA	ETS FINANCIER	1	8,94	0,01 %
. Avances Consolidables				198 328 754,47	
Total				4 900 218 660,55	
Créances rattachées					
Valeurs nettes au bilan				4 900 218 660,55	

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(En euros)	31/12/2024			Valeurs nettes au 31/12/2023
	Valeurs brutes	Amort. Dep.	Valeurs nettes	
Immobilisations corporelles :				
- d'exploitation	62 627 519,50	-41 534 513,39	21 093 006,11	23 243 773,17
- données en location simple				
Immobilisations incorporelles	322 668 914,04	-134 546 018,56	188 122 895,48	199 537 718,93
Créances rattachées				
Total	385 296 433,54	-176 080 531,95	209 215 901,59	222 781 492,10

NOTE 7 - VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

(En euros)	31/12/2023	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions) (Echéances)	Autres Mouvements	Amortissements Provisions	31/12/2024
Titres de participation et parts dans les entreprises liées						
Valeur brute	5 071 416 611,69	187 299 435,86	0,00	0,00		5 258 716 047,55
Dépréciations (Note 9)	-379 773 387,00	-27 523 000,00	48 799 000,00			-358 497 387,00
Autres titres détenus à long terme :						
Valeur brute	480 637 315,21	16 263 661,68	0,00	0,00		496 900 976,89
Dépréciations (Note 9)	-3 154 350,00	-9 921 780,00	8 000,00			-13 068 130,00
Créances rattachées	933 450,82			-933 450,82		
Valeurs nettes au bilan	5 170 059 640,72	166 118 317,54	48 807 000,00	-933 450,82		5 384 051 507,44
Immobilisations incorporelles	199 537 718,93	84 143 309,40	-79 196 823,28		-16 361 309,57	188 122 895,48
Immobilisations corporelles	23 243 773,17	3 123 606,79	-849 478,19	-71 193,69	-4 353 701,97	21 093 006,11
Créances rattachées						0,00
Valeurs nettes au bilan	222 781 492,10	87 266 916,19	-80 046 301,47	-71 193,69	-20 715 011,54	209 215 901,59

NOTE 8 - AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	599 615 245,27	260 606 516,54
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
Débiteurs divers	435 421 927,74	165 743 639,04
Dépôt de garantie sur opération financière	164 193 317,53	94 862 877,50
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de régularisation	200 722 903,28	220 947 813,24
Comptes d'encaissement et de transfert	15 508 930,10	82 306 634,74
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	917 570,81	752 564,64
Produits à recevoir	147 735 884,22	134 728 536,81
Charges constatées d'avance	32 356 825,44	56 751,71
Gains latents et pertes à étaler sur instruments financiers à terme		
Primes d'émission et de remboursement des emprunts obligataires	16 778,42	2 675,56
Autres comptes de régularisation	4 186 914,29	3 100 649,78
Valeurs nettes au bilan	800 338 148,55	481 554 329,78

NOTE 9 - DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises et Utilisations	Autres mouvements	31/12/2024
Sur interbancaire	-30 000 000,00				-30 000 000,00
Sur créances clientèle	-386 187 826,41	-496 786 255,01	443 955 284,43		-439 018 797,01
Sur opérations de crédit-bail	-24 906 143,31	-30 638 033,78	30 516 579,42		-25 027 597,67
Sous-total clientèle	-441 093 969,72	-527 424 288,79	474 471 863,85	0,00	-494 046 394,68
Sur portefeuilles titres (placement et investissement)					
Sur participations et TAP	-382 927 737,00	-37 444 780,00	48 807 000,00		-371 565 517,00
Autres	-2 416 127,24	-140 877,24	1 326 235,20		-1 230 769,28
Total des dépréciations d'actif	-826 437 833,96	-565 009 946,03	524 605 099,05	0,00	-866 842 680,96

II - NOTES sur le BILAN PASSIF
(notes 10 et 20 en euros)
NOTE 10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Comptes et emprunts :								
- à vue	718 346 289,20				718 346 289,20	1 586 237,74	719 932 526,94	602 731 125,43
- à terme	3 663 000 000,00	8 675 000 000,00	12 505 000 000,00		24 843 000 000,00	72 022 375,09	24 915 022 375,09	27 436 277 371,41
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée	447 026 390,75	203 604 210,29	547 843 707,71		1 198 474 308,75	11 589 306,62	1 210 063 615,37	1 322 524 238,71
Valeurs au bilan							26 845 018 517,40	29 361 532 735,55

NOTE 11 - COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Comptes ordinaires créditeurs	245 351 368,77				245 351 368,77	294 858,59	245 646 227,36	227 817 386,46
Comptes d'épargne à régime spécial :								
- à vue								
- à terme								
Autres dettes envers la clientèle :								
- à vue	25 265 293,53				25 265 293,53		25 265 293,53	183 348 728,27
- à terme	705 532 317,51	2 825 248 274,56	3 987 611 546,77	500 315 960,09	8 018 708 098,93	163 761 633,26	8 182 469 732,19	8 362 263 352,86
Titres données en pension livrée								
Valeurs au bilan							8 453 381 253,08	8 773 429 467,59

NOTE 11.1 - COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE - ANALYSE PAR AGENTS ECONOMIQUE

(En euros)	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Particuliers	7 285 086 555,14	6 862 612 763,87
Entreprises	120 762 036,16	225 376 776,52
Autres agents économiques	883 476 169,93	1 569 908 190,97
Intérêts et divers	164 056 491,85	115 531 736,23
Valeurs au bilan	8 453 381 253,08	8 773 429 467,59

NOTE 12 - DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Titres de créances négociables : - émis en France - émis à l'étranger	2 351 850 000,00	2 003 000 000,00	981 000 000,00		5 335 850 000,00	40 318 572,29	5 376 168 572,29	3 519 977 359,11
Emprunts obligataires (Note 12.1)		250 000 000,00	3 265 000 000,00		3 515 000 000,00	2 891 282,11	3 517 891 282,11	2 642 936 098,04
Autres dettes représentées par un titre								
Valeurs au bilan							8 894 059 854,40	6 162 913 457,15

NOTE 12.1 - EMPRUNTS OBLIGATAIRES

(En euros)	Echéancier de l'encours au 31/12/2024			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans		
Euro					
- Taux fixe				0,00	
- Taux variable	250 000 000,00	3 265 000 000,00		3 515 000 000,00	2 640 000 000,00
Dettes rattachées				2 891 282,11	2 936 098,04
Valeurs au bilan				3 517 891 282,11	2 642 936 098,04

* Les données du RCA 2023 étaient erronées => taux variable au lieu de taux fixe

NOTE 13 - AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

(En euros)	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Autres passifs	342 449 041,57	600 880 394,24
Créditeurs divers	342 449 041,57	600 880 394,24
Comptes de régularisation	198 594 294,29	202 144 393,51
Comptes d'encaissement et de transfert	72 300 301,19	97 244 145,46
Produits constatés d'avance	30 642 901,63	47 595 347,29
Charges à payer	95 607 587,32	55 402 565,80
Autres comptes de régularisation	43 504,15	1 902 334,96
Valeurs au bilan	541 043 335,86	803 024 787,75

NOTE 14 - PROVISIONS

(En euros)	Total 31/12/2023	Dotations	Reprises et Utilisations	Autres mouvements	Total 31/12/2024
Litiges Personnel	2 237 576,93	410 960,00	-1 787 136,93		861 400,00
Charges bancaires	7 381 152,37	8 139 933,53	-4 156 088,48	1 428 479,00	12 793 476,42
Réserve latente négative		0,00	0,00		
Charges non bancaires	6 676 475,16	727 730,29	-2 030 245,24	-1 428 479,00	3 945 481,21
Charges non bancaires : engagements sociaux	56 932 243,11	5 271 634,41	-9 240 841,00		52 963 036,52
Provision pour comblement passif		0,00	0,00		
Risques fiscaux	7 436 479,84	707 505,44	0,00		8 143 985,28
Couverture du risque de crédit	112 399 350,06	119 531 295,90	-86 431 960,11	1,29	145 498 687,14
Charges exceptionnelles		0,00	0,00		
Valeurs au bilan	193 063 277,47	134 789 059,57	-103 646 271,76	1,29	224 206 066,57

NOTE 14.1 - PROVISIONS NON BANCAIRES, ENGAGEMENTS SOCIAUX

Taux actualisation retenu	3,38 % retraite, 3,55 % médaille	
Dette actuarielle au 31/12/2023	56 415 890	Variation dette actuarielle
Coût des services rendus sur la période	3 080 302	
Coût financier	1 677 018	
Cotisations employé		
Modification/Réduction/Liquidation de régime	- 48 450	
Variation de périmètre	- 5 803 740	
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	- 1 800 321	
(Gains) / pertes actuariels	- 1 419 107	
Dette actuarielle au 31/12/2024	52 101 592	

Détail de la charge comptabilisée en compte de résultat

Coût des services rendus	3 080 302	Charge/Produit comptabilisée
Coût financier	1 677 018	
Rendement attendu des actifs	- 48 450	
Amortissement du coût des services passés		
Gains / (pertes) actuariels nets		
Amortissement des gains/pertes générés par modifications, réductions et liqu	- 1 419 107	
Gains/Pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	3 289 763	

En cas de fonds externalisés : valorisation des actifs

Juste valeur des actifs/droits à remboursement au 31/12/2023	1 892 337	Juste valeur des actifs du régime
Rendement attendu des actifs	48 450	
Gains/Pertes actuariels	57 750	
Cotisations payées par l'employeur	- 1 800 321	
Cotisations payées par l'employé		
Modification/Réduction/Liquidation de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fond	664 627	
Juste valeur des actifs/droits à remboursement au 31/12/2024	862 843	

(Provisions) / actifs au 31/12/2023	56 415 889	Provision / Actifs
Cotisation payées par l'employeur	- 1 800 321	
Variation de périmètre	- 5 803 740,00	
Paielements directs de l'employeur		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	3 289 763	
(Provisions) / actifs au 31/12/2024	52 101 591	

NOTE 15 - DETTES SUBORDONNEES - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En euros)	DUREE RESIDUELLE				Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans		
Dettes subordonnées à terme :						
- Euro			558 000 000,00	1 260 000 000,00	1 818 000 000,00	1 503 000 000,00
Dettes subordonnées à durée indéterminée :						
- Euro				1 585 000 000,00	1 585 000 000,00	1 360 000 000,00
Titres et emprunts participatifs						
Total en principal	0,00	0,00	558 000 000,00	2 845 000 000,00	3 403 000 000,00	2 863 000 000,00
Dettes rattachées					5 663 992,18	4 615 840,00
Valeurs au bilan					3 408 663 992,18	2 867 615 840,00

NOTE 16 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOCIAL :

Catégories d'actions	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE (en euros)	CAPITAL SOCIAL (en euros)
	Début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Clôture exercice		
Ordinaires	14 217 498		14 217 498	39,00	554 482 422,00

(En euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve Légale	Primes et réserves	Report à Nouveau	Prov. Règlement. subv. d'inv.	Dividende Versé	Résultat	Total des K propres
Solde au 31/12/2022	554 482 422,00	67 107 518,40	3 376 291 320,14	130 513 109,81	1 172 097,14		767 565 115,10	4 897 131 582,59
Affectation du résultat social 2022		20 600,00		518 311 775,16		-	-	-498 465 479,88
Variation de capital						249 232 739,94	767 565 115,10	0,00
Report à nouveau débiteur								0,00
Résultat de l'exercice 2023							774 448 108,60	774 448 108,60
Autres variations					-469 674,50			-469 674,50
Solde au 31/12/2023	554 482 422,00	67 128 118,40	3 376 291 320,14	648 824 884,97	702 422,64		774 448 108,60	5 421 877 276,75
Affectation du résultat social 2023		20 600,00		230 181 685,61		-	-	-
Variation de capital						544 245 823,00	774 448 108,60	1 088 491 645,99
Report à nouveau débiteur								0,00
Résultat de l'exercice 2024							-	-375 932 412,87
Autres variations					-454 678,60		375 932 412,87	-454 678,60
Solde au 31/12/2024	554 482 422,00	67 148 718,40	3 376 291 320,14	879 006 570,58	247 744,04		375 932 412,87	4 501 244 362,29

NOTE 17 - COMPOSITION DES FONDS PROPRES

(En euros)	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Capitaux propres	4 501 244 362,29	5 421 877 276,76
Fonds pour risques bancaires généraux	49 033 574,00	49 033 574,00
Dettes subordonnées	3 408 663 992,18	2 867 615 840,00
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	7 958 941 928,47	8 338 526 690,76

NOTE 18 - OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(En euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Sur les entreprises liées et les participations	Autres	Sur les entreprises liées et les participations	Autres
CREANCES	33 537 497 323,98	12 985 546 274,22	32 325 752 386,65	15 432 341 067,00
Sur les établissements de crédit et institutions financières	28 769 168 784,50	2 450 773 047,97	29 103 533 895,39	4 083 901 775,42
Sur la clientèle	3 468 357 149,28	6 205 504 630,30	2 335 867 984,81	8 974 263 331,58
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 299 971 390,20	4 329 268 595,95	886 350 506,45	2 374 175 960,00
DETTES	32 569 237 958,43	15 031 885 658,63	33 824 424 480,87	13 341 067 019,42
Sur les établissements de crédit et institutions financières	25 642 682 684,14	1 202 335 833,26	28 214 452 990,26	1 147 079 745,29
Sur la clientèle	0,00	8 453 381 253,08	99 419 552,57	8 674 009 915,02
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 926 555 274,29	5 376 168 572,29	5 510 551 938,04	3 519 977 359,11
ENGAGEMENTS DONNES	2 707 917 457,85	3 693 423 895,05	2 160 867 468,35	3 258 711 678,63
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0,00	385 035 807,60	290 687 334,00	0,00
Engagements de financement en faveur de la clientèle	166 000 000,00	3 168 388 087,46	23 916 080,24	3 258 711 678,63
Garantie données à des établissements de crédit	2 374 822 142,00	139 999 999,99	1 707 451 440,66	0,00
Garantie données à la clientèle	167 095 315,85	0,00	138 812 613,45	0,00
Autres engagements donnés		0,00		0,00
ENGAGEMENTS RECUS	230 000,00	213 292 872,77	732 588 857,76	438 337 227,25
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit		0,00		0,00
Engagements de financement reçus de la clientèle		0,00		0,00
Garantie reçus d'établissements de crédit	230 000,00	2 473 857,76	732 588 857,76	0,00
Garantie reçus de la clientèle		210 819 015,01		438 337 227,25
Autres engagements reçus		0,00		0,00

* Les données du RCA 2023 ont été modifiées suite à un changement de paramétrage de l'outil comptable pour les engagements de financement en faveur de la clientèle autres (montant version 2023 : 3 258 711 678,63 €)

Une entreprise est considérée comme liée si elle est contrôlée de manière exclusive, et est incluse ou susceptible d'être incluse par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole.

NOTE 19 - OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

(En euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	51 964 719 528,68	52 632 496 936,39	53 516 896 255,43	52 827 127 748,45
Autres devises de l'Union Europ.	704 051 495,17	73 692 760,67		
Franc Suisse	202 872,31	0,00	124 713,76	0,00
Dollar	16 811,94	0,00	3 541,63	0,00
Yen				
Autres devises	913 780 025,36	11 866 964,43	459 981 059,61	2 337 880,07
Valeur brute	53 582 770 733,46	52 718 056 661,49	53 977 005 570,43	52 829 465 628,52
Comptes de régularisation	200 722 903,28	198 594 294,29	481 554 329,78	803 024 787,75
Dépréciations	-866 842 680,96		-826 069 483,96	
Total	52 916 650 955,78	52 916 650 955,78	53 632 490 416,25	53 632 490 416,27

NOTE 20 - OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

Garantie données à la clientèle	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant	0,00	0,00	0,00	0,00
Devises				
Euro				
Opérations de change à terme	1 157 724 004,95	1 157 724 004,95	1 162 114 054,13	1 162 114 054,13
Devises	64 322 669,09	1 093 401 335,86	21 862 167,30	1 140 251 886,83
Euro	1 093 401 335,86	64 322 669,09	1 140 251 886,83	21 862 167,30
Prêts et emprunts en devises	1 330 491 843,32	61 665 464,15	1 153 801 084,37	21 009 736,43
Total	2 488 215 848,27	1 219 389 469,10	2 315 915 138,50	1 183 123 790,56

III - NOTES SUR LE HORS BILAN (notes 21 et 23 en euros)

NOTE 21 - HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES

	31/12/2024	31/12/2023
Ouvertures de crédits confirmés en faveur d'étab de crédit	385 035 807,60	290 687 334,00
Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle	3 168 388 087,46	3 282 627 758,87
Autres engagements en faveur de la clientèle	166 000 000,00	337 000 000,00
Cautions, avals et oblig. en faveur de la clientèle	167 095 315,85	138 812 613,45
Cautions, avals et oblig. en faveur d'établissements de crédit (1)	2 514 822 141,99	1 707 451 440,66
Engagements sur titres		
	6 401 341 352,90	5 756 579 146,98

(1) La majeure partie de ces engagements vient en garantie d'emprunts de filiales étrangères.

NOTE 22 - HORS BILAN - ENGAGEMENTS RECUS

	31/12/2024	31/12/2023
Accord de refinancement		
Engagement des établissements de crédit	2 703 857,76	732 588 857,76
Engagement de la clientèle	210 819 015,01	438 337 227,25
Engagement sur titres		
	213 522 872,77	1 170 926 085,01

NOTE 23 - OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(En euros)	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Opérations fermes				
Opérations de gré à gré				
- Swaps de taux d'intérêt	-5 197 712 957,00	0,00	-5 197 712 957,00	-11 571 275 494,40
- FRA			0,00	
- Swaps de devises	-843 632 340,21		-843 632 340,21	-1 023 250 016,25
- Opérations de change à terme	-403 263 149,53		-403 263 149,53	-95 763 711,93
Opérations conditionnelles				
Opérations de gré à gré				
- Instruments de taux d'intérêts à terme conditionnels :				
* Caps, Floors, Collars			0	
Total	-6 444 608 446,74	0,00	-6 444 608 446,74	-12 690 289 222,58

Risque de contrepartie sur produits dérivés

Les opérations de refinancement cash et hors bilan (SWAP) sont comptabilisées en coupons courus. Il s'agit d'opérations de couverture (micro et macro).

La mesure du risque de contrepartie sur produits dérivés est mesurée sur la base d'une valorisation selon la méthode du " mark to market ".

Le notionnel de l'ensemble des SWAP, d'ailleurs conclus presque exclusivement avec des établissements financiers de première catégorie (notés A et +), représente 5.198 Md€

Les opérations sur instruments financiers à terme s'inscrivent dans le cadre de la gestion du risque de taux de la banque. Il s'agit principalement d'opérations de micro couverture.

Le cumul des SWAP en position latente positive correspond à un notionnel de 4,842 Md€ et à une valorisation de 177,5 Md€

Le cumul des SWAP compensé par contrepartie en position latente positive correspond à un notionnel de 4,842 Md€ et à une valorisation de 177,5 Md€

Informations sur les encours de Hors Bilan

Durée	<= 1 an	<= 5 ans	> 5 ans	Total
Catégorie				
Micro couverture	-715 150 000,00	-1 490 650 000,00	3 354 087 043,00	1 148 287 043,00
Prêteur	410 000 000,00	630 000 000,00	4 160 587 043,00	5 200 587 043,00
Emprunteur	-1 125 150 000,00	-2 120 650 000,00	-806 500 000,00	-4 052 300 000,00
Macro couverture	-232 000 000,00	-5 459 000 000,00	-655 000 000,00	-6 346 000 000,00
Prêteur	3 328 000 000,00	175 000 000,00	130 000 000,00	3 633 000 000,00
Emprunteur	-3 560 000 000,00	-5 634 000 000,00	-785 000 000,00	-9 979 000 000,00
Autres que couverture	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêteur			668 483 729,47	668 483 729,47
Emprunteur			-668 483 729,47	-668 483 729,47
Total	-947 150 000,00	-6 949 650 000,00	2 699 087 043,00	-5 197 712 957,00

NOTE 23.1 - OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DUREE RESIDUELLE

REPARTITION PAR DUREE RESTANT A COURIR AU 31/12/2024									
(En euros)	Total			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
- Swaps de taux d'intérêt	-947 150 000,00	-6 949 650 000,00	2 699 087 043,00	-947 150 000,00	-6 949 650 000,00	2 699 087 043,00			
- FRA	0,00	0,00	0,00						
- Caps, Floors, Collars	0,00	0,00	0,00						
Sous total	-947 150 000,00	-6 949 650 000,00	2 699 087 043,00	-947 150 000,00	-6 949 650 000,00	2 699 087 043,00			
- Swaps de devises	-366 244 859,62	-477 387 480,59	0,00	-366 244 859,62	-477 387 480,59				
- Opérations de change à terme	-403 263 149,53	0,00	0,00	-403 263 149,53					
Total général	-1 716 658 009,15	-7 427 037 480,59	2 699 087 043,00	-1 716 658 009,15	-7 427 037 480,59	2 699 087 043,00			

NOTE 23.1 - OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DUREE RESIDUELLE

REPARTITION PAR DUREE RESTANT A COURIR AU 31/12/2023									
(En euros)	Total			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
- Swaps de taux d'intérêt	-4 797 750 000,00	-7 877 800 000,00	1 104 274 505,60	-4 797 750 000,00	-7 877 800 000,00	1 104 274 505,60			
- FRA	0,00	0,00	0,00						
- Caps, Floors, Collars	0,00	0,00	0,00						
Sous total	-4 797 750 000,00	-7 877 800 000,00	1 104 274 505,60	-4 797 750 000,00	-7 877 800 000,00	1 104 274 505,60			
- Swaps de devises	-599 950 666,05	-423 299 350,20	0,00	-599 950 666,05	-423 299 350,20				
- Opérations de change à terme	-95 763 711,93	0,00	0,00	-95 763 711,93					
Total général	-5493464378	-8301099350	1104274506	-5493464378	-8301099350	1104274506			

IV - NOTES sur le COMPTE de RESULTAT
(notes 24 à 37 en euros)
NOTE 24 - PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 448 025 580,23	1 128 515 641,48
Sur opérations avec la clientèle :	644 119 292,87	587 752 730,01
Dont produits	611 812 513,06	559 342 653,19
Dont amortissement de la décote	4 921 473,34	4 150 099,04
Dont reprise de la dépréciation liée au passage du temps	27 385 306,47	24 259 977,78
Produit net sur opérations de macro-couverture	142 995 832,96	187 819 128,24
Sur obligations et autres titres à revenu fixe (Note 25)	173 339 768,03	119 046 386,46
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	2 408 480 474,09	2 023 133 886,19
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 544 784 980,07	-1 357 444 182,63
Sur opérations avec la clientèle	-527 430 427,73	-277 368 791,85
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-397 500,00	
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-346 196 388,16	-209 357 961,36
Autres intérêts et charges assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-2 418 809 295,96	-1 844 170 935,84
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	686 842 861,71	772 132 253,99
Dont reprise de la dépréciation liée au passage du temps	521 501,19	786 713,54
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-754 072 001,40	-723 404 127,10
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	-77 557 961,56	227 691 077,24

NOTE 25 - REVENUS DES TITRES

(En euros)	Titres à revenu fixe		Titres à revenu variable	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme			157 032 829,76	767 427 271,15
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	137 865 155,54	112 528 077,96	58 748 359,37	53 658 197,95
Codevi				
Titres d'investissement	35 474 612,49	6 518 308,50		
Opérations diverses sur titres				
Revenus des titres	173 339 768,03	119 046 386,46	215 781 189,13	821 085 469,10

NOTE 26 - PRODUITS NETS DES COMMISSIONS

(En euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-873 454,53	-873 454,53		-811 449,80	-811 449,80
Sur opérations avec la clientèle	77 127,11	-154 269,18	-77 142,07	105 357,90	-353 053,24	-247 695,34
Sur opérations sur titres		-2 726 280,91	-2 726 280,91		-2 577 489,25	-2 577 489,25
Sur opérations de change			0,00			0,00
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan			0,00			0,00
Sur prestations de services financiers (note 27)	21 987 141,64	-17 500 787,25	4 486 354,39	23 492 195,50	-21 368 503,70	2 123 691,80
Total	22 064 268,75	-21 254 791,87	809 476,88	23 597 553,40	-25 110 495,99	-1 512 942,59

NOTE 27 - PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	9 390 046,50	10 714 844,05
Produits (Charges) nets sur moyens de paiement	-1 087 608,19	-4 730 463,27
Commissions d'assurance-vie		
Autres produits (charges) nets de services financiers	-3 816 083,92	-3 860 688,98
Total des prestations de services financiers	4 486 354,39	2 123 691,80

NOTE 28 - SOLDE DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction et sur instruments financiers à terme	29 401 872,89	26 136 293,30
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	-48 422 483,28	-56 625 000,32
Produits nets sur portefeuille de négociation	-19 020 610,39	-30 488 707,02

NOTE 29 - SOLDE DES OPERATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations sur dépréciations		-368 350,00
Reprises sur dépréciations		
Dotation ou reprise nette sur dépréciations	0,00	-368 350,00
Plus-values de cession réalisées		930 423,43
Moins -values de cession réalisées	-37 793 202,54	
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-37 793 202,54	930 423,43
Solde des opérations sur titres de placement	-37 793 202,54	562 073,43

NOTE 30 - AUTRES PRODUITS NETS D'EXPLOITATION BANCAIRE

Sur opérations avec les établissements de crédit	31/12/2024	31/12/2023
Participation résultat assurances	59 217 138,28	63 620 487,43
Quote part de résultat en commun	90 056 576,53	73 407 190,24
Autres produits	116 953 589,70	434 378 136,69
Total des produits	266 227 304,51	571 405 814,36
Quote part de résultat en commun	-1 164,95	-484 466,74
Autres Charges	-3 205 001,27	-4 308 428,41
Total des charges	-3 206 166,22	-4 792 895,15

NOTE 31 - FRAIS DE PERSONNEL

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-144 124 803,64	-161 051 080,13
Reddition charges de personnel		
Charges sociales	-67 770 564,53	-70 474 870,90
Intéressement	-10 746 083,95	-15 051 627,04
Participation		
Impôts et taxes sur rémunérations	-20 466 355,34	-23 828 778,31
Total des frais de personnel	-243 107 807,46	-270 406 356,38

NOTE 32 - EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	1 680	1 818
Agents de maîtrise		
Employés	699	878
Total	2 379	2 696

NOTE 32.1 - DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

	31/12/2023	Droits acquis	Consommation	31/12/2024
Nombre d'heures acquises par les collaborateurs				0,00

NOTE 33 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	358 977,54	-8 189 461,72
Services extérieurs	-267 082 831,45	-283 364 126,68
Autres frais administratifs	22 211 092,50	27 433 570,73
Total des frais administratifs	-244 512 761,41	-264 120 017,67

NOTE 34 - COUT DU RISQUE

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations sur dépréciations et provisions	-636 364 321,41	-586 259 040,34
Dépréciations sur créances douteuses	-617 240 363,06	-570 647 727,33
Autres provisions	-19 123 958,35	-15 611 313,01
Reprises sur dépréciations et provisions	521 925 915,57	522 269 630,92
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses	507 346 863,46	511 248 481,60
Autres reprises de provisions	14 579 052,11	11 021 149,32
Variation des dépréciations et provisions	-114 438 405,84	-63 989 409,42
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	-20 207 650,58	-21 638 914,18
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	-179 277 060,28	-188 209 981,14
Décote	-7 062 878,78	-4 552 975,49
Récupérations sur créances amorties	95 939 098,32	79 771 708,67
Coût du risque	-225 046 897,16	-198 619 571,56

NOTE 35 - RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations pour dépréciations	-37 444 780,00	-75 496 000,00
Reprises sur dépréciations	48 807 000,00	43 752 000,00
Dotation ou reprise nette pour dépréciations	11 362 220,00	-31 744 000,00
Plus-values de cession réalisées		2 247 870,06
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession	0,00	2 247 870,06
Solde (en perte) ou en bénéfice	11 362 220,00	-29 496 129,94
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotation ou reprise nette pour dépréciations		
Plus-values de cession		740 241,62
Moins-values de cession	-8 553 603,52	-175 709,31
Solde (en perte) ou en bénéfice	-8 553 603,52	564 532,31
Résultat net sur immobilisations	2 808 616,48	-28 931 597,63

NOTE 36 - COUTS LIES AU RAPPROCHEMENT

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel		
Charges sur immobilisations		
Charges informatiques		
Mali de fusion		
Autres charges		
Total		

NOTE 37 - IMPOT SUR LES BENEFICES

(En euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	1 338 088,24	-11 038 843,34
Crédit d'impôt recherche	8 843 820,00	8 703 530,55
Provision pour risque Impôt sur les sociétés	-707 505,44	-708 509,92
Impôts sur GIE et SNC		
Total	9 474 402,80	-3 043 822,71

**V - AUTRES INFORMATIONS
(notes 38)****NOTE 38 - SOCIETE CONSOLIDANTE**

Groupe Crédit Agricole

100 %

intégration globale

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société CA Consumer Finance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CA Consumer Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Risque de crédit – Dépréciations des actifs sains (Stages 1 et 2)

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le Groupe CA Consumer Finance est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de pertes attendues sur les actifs sains (stages 1 et 2).</p> <p>Ces dépréciations pour pertes attendues sont déterminées sur la base de modèles internes de risques de crédit, en tant compte de données macroéconomiques prospectives appréciées au niveau du groupe CA Consumer Finance et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit du groupe.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les actifs sains (stages 1 et 2), en particulier dans le contexte marqué par une incertitude importante.</p> <p><i>Le stock de dépréciations sur les actifs sains (Stages 1 et 2) s'élève à 704 M€ au 31 décembre 2024, comme indiqué dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</i></p>	<p>Nos travaux ont été adaptés pour tenir compte de l'évolution des risques et d'un niveau d'incertitude accru.</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance de la gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles comptables ; - Apprécier le caractère approprié des modèles, paramètres et des hypothèses macroéconomiques utilisés pour les calculs des dépréciations, avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit ; - Effectuer des contre-calculs sur les dépréciations des actifs sains et examiner les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant ; - Examiner le déversement des actifs et des dépréciations en comptabilité ; - Rationaliser l'évolution des encours et des dépréciations ; - Revoir les conclusions des travaux réalisés par les auditeurs du Groupe Crédit Agricole sur les contrôles généraux informatiques de l'outil OMP utilisé pour le calcul des ECL et mis en place par le Groupe Crédit Agricole ; - Examiner les informations publiées en annexes relatives au risque de crédit.

■ Risque de crédit – Dépréciations des créances en défaut (Stage 3)

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le Groupe CA Consumer Finance est exposée aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de pertes sur les actifs en défaut (Stage 3) liés au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements.</p> <p>Les actifs en défaut font l'objet d'une dépréciation dont le montant est établi à partir d'une estimation statistique qui, fondée sur les données historiques de recouvrement sur des portefeuilles d'actifs homogènes, détermine les flux futurs attendus de ces créances.</p> <p>Comme pour les actifs sains (Stage 1 et 2), les dépréciations destinées à couvrir les pertes attendues sur les encours en défaut constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations. Nous avons donc considéré leur estimation constituait un point clé de l'audit.</p> <p><i>Le stock de dépréciations sur les actifs en défaut (Stage 3) s'élève à 1 722 M€ au 31 décembre 2024, comme indiqué dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</i></p>	<p>Nos travaux ont été adaptés pour tenir compte de l'évolution des risques et d'un niveau d'incertitude accru.</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance de la gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles comptables ; - Apprécier le caractère approprié des modèles, paramètres et hypothèses utilisés pour les calculs des dépréciations des actifs en défaut, avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit ; - Examiner les procédures de contrôle interne afférentes au processus d'identification des actifs en défaut et du calcul des dépréciations de ces actifs ; - Examiner les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant ; - Examiner le déversement des actifs et des dépréciations en comptabilité ; - Rationaliser l'évolution des actifs et des dépréciations ; - Tester par échantillonnage la qualité des données utilisées dans les estimations statistiques ; - Examiner les informations publiées en annexes relatives au risque de crédit.

■ Evaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Comme indiqué dans la note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés, dans Le Groupe CA CONSUMER FINANCE porte à son bilan consolidé des écarts d'acquisition.</p> <p>Ces écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») selon l'organisation du groupe et de la gouvernance de ses activités. Ils doivent faire l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum annuellement.</p> <p>Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable de chaque UGT et leur valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable de chaque UGT est inférieure à sa valeur comptable, l'écart d'acquisition qui lui est rattaché est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.</p> <p>La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs générés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du groupe.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition était un point clé de l'audit. En effet, étant donné leur nature même, ces tests de dépréciation requièrent l'exercice de jugement en ce qui concerne les hypothèses structurantes retenues, notamment pour la détermination des trajectoires financières ou des taux d'actualisation, en particulier dans un contexte géopolitique incertain et de diminution progressive des taux d'intérêt.</p> <p><i>Les écarts d'acquisition s'élèvent à 828 M€ au 31 décembre 2024, comme indiqué dans la note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés.</i></p>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés de votre groupe, nos travaux ont consisté en un examen critique des modalités mises en œuvre par la Direction pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, notamment.</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pris connaissance de la gouvernance et du dispositif de contrôle interne, encadrant le processus d'élaboration des tests de dépréciation ;- Examiné l'adéquation de la définition des UGT avec les activités et la gouvernance du groupe ;- Examiné, avec l'aide de nos experts en valorisation, les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus, les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés ainsi que les tests de sensibilité des valeurs recouvrables des UGT aux principaux paramètres et hypothèses retenus pour les définir ;- Effectué des rapprochements et des contrôles de cohérence entre les données utilisées dans les projections de flux et les données utilisées pour les besoins de pilotage du groupe figurant dans les budgets présentés à la gouvernance ;- Analysé les hypothèses sous-tendant la construction des plans à moyen terme utilisés pour estimer les flux futurs des UGT ;- Examiné les informations publiées en annexes relatives aux résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité à différents paramètres d'évaluation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CA Consumer Finance par l'assemblée générale du 23 mai 2024 pour les cabinets Deloitte & Associés et Forvis Mazars S.A.

Au 31 décembre 2024, les cabinets Deloitte & Associés et Forvis Mazars S.A étaient dans la première année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de

commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Anne VEAUTE

Forvis Mazars S.A.

Jean-Baptiste MEUGNIOT

Deloitte & Associés

Charlotte VANDEPUTTE

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

Arrêtés par le Conseil d’administration du groupe CA Personal Finance & Mobility en date du 30 janvier 2025 et soumis à l’approbation de l’Assemblée générale ordinaire en date du 15 mai 2025

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l’entité

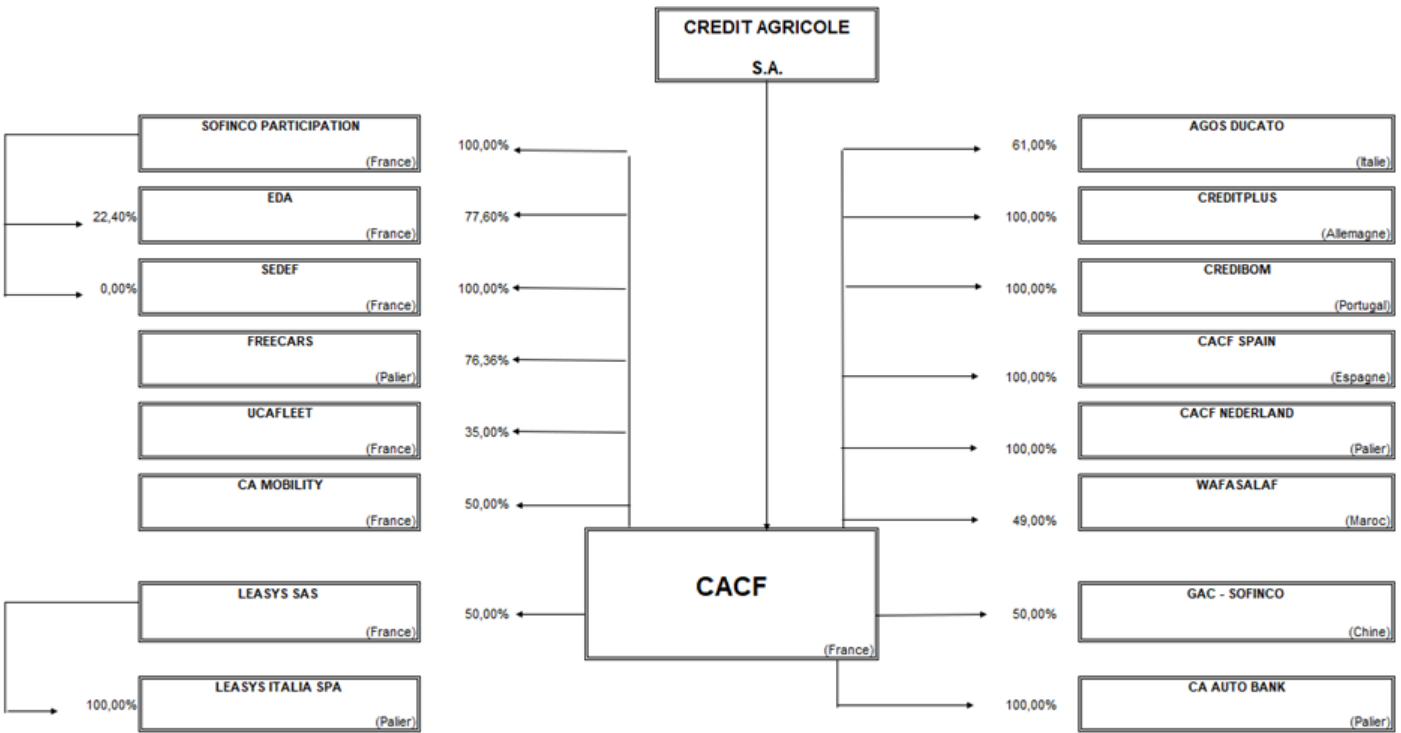
CA Consumer Finance est une société anonyme à conseil d’administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce. CA Consumer Finance est un établissement de crédit, agréé par l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution pour les opérations de banque, soumis aux dispositions du Code monétaire et financier. Elle est soumise aux contrôles de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Adresse du siège social de la société :
1 rue Victor Basch - 91068 MASSY Cedex – France

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés d’Evry sous le numéro : 542 097 522 Société Anonyme au capital de 554 482 422 euros.

CA Consumer Finance est filiale à 100 % du Groupe Credit Agricole S.A. Elle est rattachée au Pôle Commercial and Personal Finance.

Organigramme consolidé du Groupe CA Personal Finance & Mobility



Informations relatives aux parties liées

Les relations entre le Groupe CA Personal Finance & Mobility et sa société mère Crédit Agricole S.A., ses filiales et les caisses régionales du Groupe Crédit Agricole concernent essentiellement :

- Des refinancements à court moyen et long terme, subordonnés et non subordonnés, sécurisé et non sécurisé accordés par le Groupe Crédit Agricole au Groupe CA Personal Finance & Mobility ;
- La souscription d’instruments financiers destinés à la couverture du risque de taux et de change ;
- La rémunération du Groupe CA Personal Finance & Mobility pour la gestion des créances de crédit à la consommation ;
- La rémunération du Groupe CA Personal Finance & Mobility pour l’apport de contrats d’assurance ;

- La rémunération de garanties et de prestations de service au bénéfice du Groupe CA Personal Finance & Mobility.

Les relations entre le Groupe CA Personal Finance & Mobility et ses filiales intégrées globalement concernent essentiellement le refinancement réalisé et les garanties accordés par CA Consumer Finance auprès de ces entités.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	6 101 889	4 769 225
Intérêts et charges assimilées	4.1	(4 430 723)	(3 037 933)
Commissions (produits)	4.2	841 797	700 736
Commissions (charges)	4.2	(194 834)	(92 629)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	(9 269)	(23 512)
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(3 100)	(10 143)
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		(6 169)	(13 368)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	(2 515)	38
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	414
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		(2 515)	(376)
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	(666)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	1 192 230	992 542
Charges des autres activités	4.7	(752 185)	(428 444)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 746 390	2 879 358
Charges générales d'exploitation	4.8	(1 210 603)	(1 137 095)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	(147 151)	(145 028)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 388 636	1 597 234
Coût du risque	4.10	(877 346)	(808 116)
RESULTAT D'EXPLOITATION		511 290	789 118
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		132 942	133 999
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	(3 990)	97 163
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.13	-	11 715
RESULTAT AVANT IMPOT		640 242	1 031 995
Impôts sur les bénéfices	4.12	(242 692)	(261 422)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
RESULTAT NET		397 550	770 573
Participations ne donnant pas le contrôle	11.3	76 863	74 914
RESULTAT NET PART DU GROUPE		320 688	695 658
Résultat par action (en euros) (1)	6.16	22,56	48,93
Résultat dilué par action (en euros) (1)	6.16	22,56	48,93

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	397 550	770 573
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	16 453	(4 751)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	(9 919)	1 787
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	6 534	(2 964)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(156)	4 628
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(973)	2 502
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	(828)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	5 406	3 338
Gains et pertes sur écarts de conversion	3 096	(1 423)
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 754	184
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(7 960)	(1 395)
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(3 110)	(2 634)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	9 469	(66 861)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	2 081	364
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	259
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	8 440	(68 872)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	13 845	(65 534)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	411 395	705 039
Dont part du Groupe	334 598	630 094
Dont participations ne donnant pas le contrôle	76 798	74 944
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-	-

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	6 311 881	4 085 491
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-		
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	6.6	16 667	13 819
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		11 012	9 187
Instruments dérivés de couverture		5 655	4 632
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3-3.5	633 572	1 054 278
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	3.1-3.2-6.4-		
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	6.6	136 533	138 807
Actifs financiers au coût amorti		-	9 763
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		136 533	129 044
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	3.1-3.2-3.4-		
<i>Titres de dettes</i>	6.5-6.6	78 598 403	77 415 326
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		10 599 164	12 240 279
Actifs d'impôts courants et différés		67 999 239	65 174 459
Comptes de régularisation et actifs divers		-	588
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		(34 280)	(613 128)
Contrats d'assurance émis - Actif	6.9	962 354	1 297 316
Contrats de réassurance détenus - Actif	6.10	1 711 659	2 110 969
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	11.2	1 363 304	1 199 231
Immobilisations incorporelles	6.11	781	781
Ecarts d'acquisition	6.12	3 698 410	2 816 755
	6.12	652 055	626 753
	6.13	827 732	825 642
Total de l'Actif		94 879 071	90 972 041

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	12 668	10 925
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		12 668	10 925
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	599 109	432 074
Passifs financiers au coût amorti		80 460 497	76 179 137
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	39 149 838	38 882 097
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	20 195 196	18 234 490
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	21 115 463	19 062 550
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 068	572
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	309 147	433 843
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	1 957 768	2 577 780
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.14	293 444	314 049
Dettes subordonnées	3.4-6.15	2 195 101	1 892 340
Total dettes		85 828 802	81 840 720
Capitaux propres		9 050 269	9 131 321
Capitaux propres part du Groupe		8 488 520	8 598 781
Capital et réserves liées		5 295 761	5 070 761
Réserves consolidées		2 875 430	2 849 631
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(3 359)	(17 269)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		320 688	695 658
Participations ne donnant pas le contrôle		561 748	532 540
Total du passif		94 879 071	90 972 041

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle						Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023	554 482	6 608 570	-	1 140 000	8 303 052	68 612	(20 317)	48 295	-	8 351 347	501 161	-	(2 725)	(2 725)	498 436	8 849 783
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2023	-	(368 765)	-	-	(368 765)	-	-	-	-	(368 765)	(72 150)	-	-	-	(72 150)	(440 915)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(14 182)	-	-	(14 182)	-	4 162	4 162	-	(10 020)	31 282	-	-	-	31 282	21 262
Mouvements liés aux paiements en actions	-	287	-	-	287	-	-	-	-	287	38	-	-	-	38	325
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(382 660)	-	-	(382 660)	-	4 162	4 162	-	(378 498)	(40 830)	-	-	-	(40 830)	(419 328)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(69 473)	(253)	(69 726)	-	(69 726)	(10)	-	30	30	20	(69 706)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	(596)	-	(596)	-	(596)	-	-	-	-	-	(596)
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	133 173	133 173	826	-	-	-	826	133 999
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	562 485	562 485	74 088	-	-	-	74 088	636 574
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2023	554 482	6 225 910	-	1 140 000	7 920 392	(861)	(16 408)	(17 269)	695 658	8 598 781	535 235	-	(2 695)	(2 695)	532 540	9 131 321
Affectation du résultat 2023	-	695 658	-	-	695 658	-	-	-	(695 658)	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	554 482	6 921 568	-	1 140 000	8 616 050	(861)	(16 408)	(17 269)	-	8 598 781	535 235	-	(2 695)	(2 695)	532 540	9 131 321
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	225 000	225 000	-	-	-	-	225 000	-	-	-	-	-	225 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	(666 671)	-	-	(666 671)	-	-	-	-	(666 671)	(51 090)	-	-	-	(51 090)	(717 761)
Effet des acquisitions	-	(3 804)	-	-	(3 804)	-	-	-	-	(3 804)	4 069	-	-	-	4 069	265

complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle															
Mouvements liés aux paiements en actions		616			616					616	31			31	647
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires															
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(669 859)		225 000	(444 859)					(444 859)	(46 990)			(46 990)	(491 849)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves						7 807	6 104	13 911		13 911	(600)		(65)	(65)	13 246
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves															
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence															
Résultat 2024									132 940	132 940					132 940
Autres variations									187 748	187 748	76 863			76 863	264 612
Capitaux propres au 31 décembre 2024	554 482	6 251 709	-	1 365 000	8 171 191	6 946	(10 304)	(3 358)	320 688	8 488 521	564 508		(2 760)	(2 760)	561 748
															9 050 269

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Groupe CA Personal Finance & Mobility.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques " Juste valeur par résultat " ou " Juste valeur par capitaux propres non recyclables " sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt	640 242	1 031 995
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	135 257	151 672
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	(11 715)
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	1 164 150	999 495
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(132 942)	(72 954)
Résultat net des activités d'investissement	3 990	(97 163)
Résultat net des activités de financement	637 478	363 370
Autres mouvements	(196 553)	214 050
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	1 611 380	1 546 755
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(1 580 417)	(1 189 640)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 668 956)	3 359 364
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 121 676	730 110
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(62 229)	(1 205 401)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)	27 325	584 931
Impôts versés	(24 496)	176 159
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(2 187 097)	2 455 523
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	64 525	5 034 273
Flux liés aux participations (2)	(56 202)	337 363
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(178 283)	(46 871)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(234 485)	290 492
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	(487 651)	(374 399)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	(425 993)	2 064 127
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(913 644)	1 689 728
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	13 585	89
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A + B + C + D)	(1 070 019)	7 014 583
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	9 135 801	2 121 260
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	4 085 499	150 161
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	5 050 301	1 971 099
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 065 782	9 135 801
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	6 311 882	4 085 499
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	1 753 900	5 050 301
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(1 070 019)	7 014 541

* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus) ;

(1) Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence : au 31 décembre 2024, ce montant comprend notamment le versement des dividendes de GAC Sofinco auto finance Co. Ltd pour 16,3 millions d'euros et de Wafasalaf pour 8,8 millions d'euros.

(2) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 " Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ".

(3) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par l'entité à ses actionnaires.

(4) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2024, les remboursements de dettes obligataires s'élèvent à 1 009 millions d'euros.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n° 1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{ère} application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers Classification des passifs courants et passifs non courants	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IFRS 16 Contrats de location Dettes locative dans une opération de cession-bail	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers Dettes non courantes avec covenants	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IAS 7 / IFRS 7 Opérations d'affacturage	1 ^{er} janvier 2024	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 27 Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
IAS 37 Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non(*)
IFRS 3 Paielements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non
IFRS 8 Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non

(*) Compte tenu des engagements pris par [L'Entité] au 31.12.2024 aucune provision n'est à comptabiliser.

1.2 Principes et méthodes comptables**➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- ✓ les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- ✓ les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- ✓ la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- ✓ les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- ✓ les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- ✓ les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- ✓ les plans de *stock options* ;
- ✓ les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- ✓ les provisions ;
- ✓ les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- ✓ les actifs d'impôts différés ;
- ✓ la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)**✓ Définitions**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Groupe CA Personal Finance & Mobility utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

• Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

• Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ Actifs financiers

• Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

• Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Groupe CA Personal Finance & Mobility pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
 - Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
 - Le modèle *autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs.
- Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas, le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle Collecte et Vente et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;
- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Groupe CA Personal Finance & Mobility détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le Groupe CA Personal Finance & Mobility choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

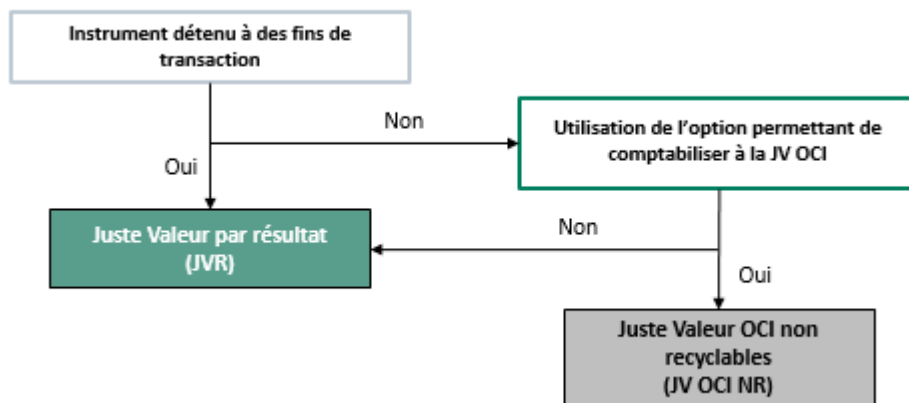
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

o Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- Le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- Il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- Le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

• Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, le Groupe CA Personal Finance & Mobility continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

- ✓ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

- ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

- ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

- ❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle ». L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

• Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

• Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

• Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions propres achetées par le Groupe CA Personal Finance & Mobility présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

• Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcoté est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

• Champ d'application

Conformément à IFRS 9, Le Groupe CA Personal Finance & Mobility comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » ou « *ECL* ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (*Stage 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), CA Personal Finance & Mobility comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (*Stage 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, le Groupe CA Personal Finance & Mobility comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3^{ème} étape (*Stage 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, le Groupe CA Personal Finance & Mobility comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- o Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Le Groupe CA Personal Finance & Mobility estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- o La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » ou « *LGD* »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage 1*) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stage 2* et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que le Groupe CA Personal Finance & Mobility ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage 2* (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

- 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en *Stage 2*, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe Crédit Agricole.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30 bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3 %, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

- 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*

L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque CA Personal Finance & Mobility devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le Groupe CA Personal Finance & Mobility utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêt, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

• Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Groupe CA Personal Finance & Mobility a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de

dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

• Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en « Produit net bancaire » pour les intérêts.

✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le Groupe CA Personal Finance & Mobility n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de Groupe CA Personal Finance & Mobility.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

• Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

• Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

o Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels le Groupe CA Personal Finance & Mobility peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Groupe CA Personal Finance & Mobility retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

o Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres au Groupe CA Personal Finance & Mobility qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque le Groupe CA Personal Finance & Mobility utilise des modèles standards et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

o Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le Groupe CA Personal Finance & Mobility compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

➤ Provisions (dont IAS 37)

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Groupe CA Personal Finance & Mobility a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels pour lesquels, un recensement des risques avérés, une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte ;
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.14 « Provisions ».

➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

• Régimes à prestations définies

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction (cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, Le Groupe CA Personal Finance & Mobility impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du Groupe CA Personal Finance & Mobility, présents à la clôture de l'exercice.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

• Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Groupe CA Personal Finance & Mobility n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

✓ **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

➤ **Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)**

La norme IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

➤ **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

A la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83 % (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

✓ Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

✓ Impôts différés

Certaines opérations réalisées par le Groupe CA Personal Finance & Mobility peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Le groupe CA Personal Finance & Mobility a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

✓ Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des

capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par le Groupe CA Personal Finance & Mobility au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

✓ Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

✓ Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

➤ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti »

pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, le groupe CA Personal Finance & Mobility applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Les dépréciations constatées sur ces créances suivent les mêmes règles que celles décrites pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Pour les créances de location simple, le Groupe CA Personal Finance & Mobility applique la méthode simplifiée d'IFRS 9 consistant à évaluer les dépréciations à hauteur des pertes de crédit attendues à maturité.

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupes d'actifs destinés à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**➤ Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes du Groupe CA Personal Finance & Mobility et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le Groupe CA Personal Finance & Mobility dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

✓ Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque le Groupe CA Personal Finance & Mobility est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent au Groupe CA Personal Finance & Mobility la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le Groupe CA Personal Finance & Mobility contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le Groupe CA Personal Finance & Mobility détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords

contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus, mais également de l'implication et des décisions du Groupe CA Personal Finance & Mobility lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. Le Groupe CA Personal Finance & Mobility est présumé exercer une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Groupe CA Personal Finance & Mobility sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- L'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle du Groupe CA Personal Finance & Mobility ;
- La mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence". La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable le Groupe CA Personal Finance & Mobility constate :

- En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- En cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, le Groupe CA Personal Finance & Mobility effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

➤ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

➤ Regroupements d'entreprises – Ecart d'acquisition

✓ Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- A la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- A la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquéreur réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

✓ Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

✓ Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe CA Personal Finance & Mobility dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe CA Personal Finance & Mobility dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe CA Personal Finance & Mobility dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

✓ Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Afin de refléter l'évolution de ses activités dans la gestion du pouvoir d'achat et la transformation des modes de consommation et de mobilité, le 16 mai 2025, le groupe CA Consumer Finance a changé de nom et devient CA Personal Finance & Mobility. Le nom de l'entité juridique Crédit Agricole Consumer Finance S.A., détenue à 100 % par Crédit Agricole S.A., demeure inchangée.

Au cours de l'exercice 2024, le groupe CA Personal Finance & Mobility a réalisé les principales opérations suivantes :

• Développement de l'offre et des services autour de la mobilité et des solutions innovantes

Le 29 février 2024, CA Consumer Finance S.A. a acquis 100 % de PLEDG. Cette fintech, spécialiste du paiement fractionné et différé, est non consolidée pour des raisons de non-significativité.

Le 5 mars 2024, CA Consumer Finance S.A. et Opteven ont créé la Joint Venture CA Mobility Care Services. Cette entité, détenue à 50 % par chaque partenaire, est non consolidée pour des raisons de non-significativité. Elle est spécialisée dans les contrats de garantie et de maintenance automobile.

Le 14 août 2024, Freecars SAS a créé une filiale en Italie, détenue à 100 %, Freecars Italy S.R.L. Cette entité n'est pas consolidée pour des raisons de non-significativité.

Le 5 septembre 2024, AGOS a créé une filiale AGOS RENTING de location de véhicules. Cette entité, détenue à 100 % (soit 61 % part Groupe), n'est pas consolidée pour des raisons de non-significativité.

• Audit BCE

Dans le cadre de son processus de surveillance prudentielle, la BCE a mené une revue du dispositif de provisionnement IFRS9 de CA Consumer Finance S.A. et a partagé ses attentes sur :

- Une mise en cohérence des dispositifs IRB et IFRS 9, et
- Des compléments méthodologiques pour tenir compte des dernières précisions sur l'application des textes.

La finalisation des analyses a conduit à retenir de manière prudente un niveau de provisions de 50 M€, portant principalement sur le hors défaut.

• Provision pour risques juridiques et de non-conformité

Les entités du Groupe CA Personal Finance & Mobility sont exposées à des risques juridiques et de non-conformité en lien avec l'activité qu'elles exercent sur leur territoire. Ces risques peuvent être survenus à la suite de plainte de clients, de procédures engagées par des intermédiaires ou de demandes spécifiques d'une autorité de tutelle. Ce sont souvent des sujets de place. A l'issue de procédures ou de négociations avec les organismes concernés, certains de ces risques se sont concrétisés avec des impacts financiers, d'autres non. Au titre de ces risques, notamment dans le contexte du contentieux de place relatif à la rémunération des intermédiaires de crédit au Royaume Uni, le Groupe CA Personal Finance & Mobility a comptabilisé une provision globale, évaluée à 30 M€.

• Pilier 2 - Globe

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15 %, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein du groupe CA Personal Finance and Mobility est assuré par la Direction Crédit.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre " Gestion des facteurs de risques ", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2023	588	-	-	-	-	-	588	-	588
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	588	-	-	-	-	-	588	-	588
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(588)	-	-	-	-	-	(588)	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(588)	-	-	-	-	-	(588)	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2023	12 240 516	(237)	-	-	-	-	12 240 516	(237)	12 240 279
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	12 240 516	(237)	-	-	-	-	12 240 516	(237)	12 240 279
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(1 641 332)	217	-	-	-	-	(1 641 332)	217	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	2 938 393	(6)	-	-	-	-	2 938 393	(6)	
(2)									
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 322 458)	4	-	-	-	-	(1 322 458)	4	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	4	-	-	-	-	-	4	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		215		-		-		215	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(3 257 267)	-	-	-	-	-	(3 257 267)	-	
Total	10 599 184	(20)	-	-	-	-	10 599 184	(20)	10 599 164
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
Au 31 décembre 2024	10 599 184	(20)	-	-	-	-	10 599 184	(20)	10 599 164
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2023	59 039 538	(284 665)	5 614 050	(425 292)	2 704 208	(1 473 380)	67 357 796	(2 183 337)	65 174 459
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(2 554 486)	206 918	1 302 954	(292 320)	1 251 532	(875 816)	-	(961 218)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(3 186 010)	74 902	3 186 010	(472 929)			-	(398 027)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 489 953	(23 990)	(1 489 953)	95 139			-	71 149	
Transferts vers Stage 3 (1)	(891 398)	159 841	(540 675)	104 560	1 432 073	(972 323)	-	(707 922)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	32 969	(3 835)	147 572	(19 090)	(180 541)	96 507	-	73 582	
Total après transferts	56 485 052	(77 747)	6 917 004	(717 612)	3 955 740	(2 349 196)	67 357 796	(3 144 555)	64 213 241
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 653 458	(178 243)	(793 212)	269 535	(776 422)	627 076	3 083 824	718 368	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	19 295 079	(571 083)	2 084 832	(342 047)			21 379 911	(913 130)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(14 641 621)	334 848	(2 877 803)	624 945	(368 977)	374 839	(17 888 401)	1 334 632	
Passages à perte					(400 180)	397 170	(400 180)	397 170	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	18	(241)	189	(7 265)	4 129	(7 506)	4 336	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		36 521		(14 677)		(232 850)		(211 006)	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	21 453	-	1 125	-	83 788	-	106 366	
Total	61 138 510	(255 990)	6 123 792	(448 077)	3 179 318	(1 722 120)	70 441 620	(2 426 187)	68 015 433
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(62 197)		(88 997)		135 000		(16 194)		
Au 31 décembre 2024	61 076 313	(255 990)	6 034 795	(448 077)	3 314 318	(1 722 120)	70 425 426	(2 426 187)	67 999 239
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL à 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2023	9 763	-	-	-	-	-	9 763	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	9 763	-	-	-	-	-	9 763	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	9 763	-	-	-	-	-	9 763	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(9 763)	-	-	-	-	-	(9 763)	-
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotés/décotes)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL à 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.
(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotés/décotes)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.
(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotés/décotes)

Engagements de financement

	Engagements sains				Engagements Provisonnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2023	8 417 631	(12 505)	437 371	(23 567)	5 835	(4)	8 860 837	(36 076)	8 824 761
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(29 202)	(3 290)	29 180	293	22	(3)	-	(3 000)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(279 980)	1 034	279 980	(7 501)	-	-	-	(6 467)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	250 771	(4 325)	(250 771)	7 794	-	-	-	3 469	
Transferts vers Stage 3 (1)	(52)	3	(41)	3	93	(11)	-	(5)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	59	(2)	12	(3)	(71)	8	-	3	
Total après transferts	8 388 429	(15 795)	466 551	(23 274)	5 857	(7)	8 860 837	(39 076)	8 821 761
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(677 133)	1 955	(56 154)	(1 784)	(1 444)	(48)	(734 731)	123	
Nouveaux engagements donnés (2)	1 628 458	(1 479)	45 269	(2 264)	-	-	1 673 727	(3 743)	
Extinction des engagements	(2 291 825)	1 422	(117 352)	3 947	(282)	16	(2 409 459)	5 385	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	18	-	8	-	-	-	26	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	1 994	-	(3 456)	-	(12)	-	(1 474)	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	(19)	-	(52)	-	(71)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(13 766)	-	15 929	-	(1 162)	-	1 001	-	
Au 31 décembre 2024	7 711 296	(13 840)	410 397	(25 058)	4 413	(55)	8 126 106	(38 953)	8 087 153

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie

	Engagements sains				Engagements Provisonnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2023	40 000	-	-	-	-	-	40 000	-	40 000
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	40 000	-	-	-	-	-	40 000	-	40 000
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	100 000	-	-	-	-	-	100 000	-	
Nouveaux engagements donnés (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Extinction des engagements	-	-	-	-	-	-	-	-	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	100 000	-	-	-	-	-	100 000	-	
Au 31 décembre 2024	140 000	-	-	-	-	-	140 000	-	140 000

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	16 667	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 012	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	5 655	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	633 572	-	-	-	-	-
Total	650 239	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	13 819	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 187	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	4 632	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	1 054 278	-	-	-	-	-
Total	1 068 097	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	78 598 403	15 396	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 592 198	391	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	10 599 164	12 320	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	67 999 239	3 076	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 592 198	391	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	78 598 403	15 396	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 592 198	391	-	-	-	-

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	9 763	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	9 763	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	77 415 326	19 312	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 230 828	1 729	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 240 279	12 858	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	65 174 459	6 454	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 230 828	1 729	-	-	-	-
Titres de dettes	588	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	77 425 089	19 312	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 230 828	1 729	-	-	-	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	140 000	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	8 087 153	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 358	-	-	-	-	-
Total	8 227 153	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 358	-	-	-	-	-

(En milliers d’euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	40 000	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	8 824 761	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	5 831	-	-	-	-	-
Total	8 864 761	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	5 831	-	-	-	-	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 " Engagements de financement et de garantie et autres garanties ".

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles CA Personal Finance & Mobility a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés

et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 “Principes et méthodes comptables”, chapitre “Instruments financiers - Risque de crédit”).

Pour les actifs ayant fait l’objet d’une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l’issue de la restructuration est de :

	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<i>(En milliers d’euros)</i>			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	241	7 265
Gains ou pertes nets de la modification	-	(241)	(7 265)
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 “Principes et méthodes comptables”, chapitre “Instruments financiers - Risque de crédit”, les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l’objet d’un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<i>(En milliers d’euros)</i>	
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
Total	-

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre " Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risque de crédit " du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Actifs financiers au coût amorti

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						Total
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciatio ns des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
(En milliers d'euros)								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 % 0,5 % < PD ≤ 2 % 2 % < PD ≤ 20 % 20 % < PD < 100 % PD = 100 %	28 086 307 22 634 922 4 621 781	(65 761) (114 733) (51 650)	1 017 030 1 898 414 2 302 776 519 411	(63 805) (136 495) (158 897) (81 891)	 3 087 698	 (1 656 603)	28 973 771 24 282 108 6 714 010 437 520 1 431 095
Total Clientèle de détail		55 343 010	(232 144)	5 737 631	(441 088)	3 087 698	(1 656 603)	61 838 504
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 % 0,6 % < PD < 12 % 12 % ≤ PD < 100 % PD = 100 %	13 004 294 3 328 193	(11 894) (11 972)	70 955 218 612 7 597	(1 728) (4 997) (264)	 226 620	 (65 517)	13 061 627 3 529 836 7 333 161 103
Total Hors clientèle de détail		16 332 487	(23 866)	297 164	(6 989)	226 620	(65 517)	16 759 899
Total		71 675 497	(256 010)	6 034 795	(448 077)	3 314 318	(1 722 120)	78 598 403

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(En milliers d'euros)					
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	26 661 333	1 205 590		27 866 923
	0,5 % < PD ≤ 2 %	20 725 250	1 218 989		21 944 239
	2 % < PD ≤ 20 %	6 020 959	2 434 549		8 455 508
	20 % < PD < 100 %		574 043		574 043
	PD = 100 %			2 604 849	2 604 849
Total Clientèle de détail		53 407 542	5 433 171	2 604 849	61 445 562
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	14 384 482	62 432		14 446 914
	0,6 % < PD < 12 %	3 488 618	114 408		3 603 026
	12 % ≤ PD < 100 %		4 039		4 039
	PD = 100 %			99 359	99 359
			17 873 100	180 879	99 359
Dépréciations		(284 900)	(425 292)	(1 473 380)	(2 183 572)
Total		70 995 742	5 188 758	1 230 828	77 415 328

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
(En milliers d'euros)								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	-	-	-	-	-	-	-
	0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-	-	-	-	-	-
	2 % < PD ≤ 20 %	-	-	-	-	-	-	-
	20 % < PD < 100 %	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	-	-	-	-	-	-	-
	0,6 % < PD < 12 %	-	-	-	-	-	-	-
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Total		-	-	-	-	-	-	-

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
(En milliers d'euros)		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	-	-	-	-
	0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-	-	-
	2 % < PD ≤ 20 %	-	-	-	-
	20 % < PD < 100 %	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	9 763	-	-	9 763
	0,6 % < PD < 12 %	-	-	-	-
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		9 763	-	-	9 763
Dépréciations	-	-	-	-	-
Total		9 763	-	-	9 763

Engagements de financement

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
(En milliers d'euros)		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	5 875 504	(4 436)	229 096	(6 599)	-	6 093 565
	0,5 % < PD ≤ 2 %	980 314	(4 644)	129 438	(7 206)	-	1 097 902
	2 % < PD ≤ 20 %	257 998	(4 684)	44 125	(6 309)	-	291 130
	20 % < PD < 100 %	-	-	7 399	(4 939)	-	2 460
	PD = 100 %	-	-	-	-	4 413	4 358
Total Clientèle de détail		7 113 816	(13 764)	410 058	(25 053)	4 413	7 489 415
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	595 498	(70)	138	-	-	595 566
	0,6 % < PD < 12 %	1 982	(6)	157	(3)	-	2 130
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	44	(1)	-	43
	PD = 100 %	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		597 480	(76)	339	(4)	-	597 739
Total		7 711 296	(13 840)	410 397	(25 057)	4 413	8 087 154

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
(En milliers d'euros)		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	6 725 449	224 073	-	6 949 522
	0,5 % < PD ≤ 2 %	935 886	120 185	-	1 056 071
	2 % < PD ≤ 20 %	196 982	77 779	-	274 761
	20 % < PD < 100 %	-	9 191	-	9 191
	PD = 100 %	-	-	5 835	5 835
Total Clientèle de détail		7 858 317	431 228	5 835	8 295 380
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	557 122	6 121	-	563 243
	0,6 % < PD < 12 %	2 192	22	-	2 214
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		559 314	6 143	-	565 457
Provisions (1)		(12 505)	(23 567)	(4)	(36 076)
Total		8 405 126	413 804	5 831	8 824 761

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie

		Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Catégories de risque de crédit								
(En milliers d'euros)								
Clientèle de détail		PD ≤ 0,5 %	-	-	-	-	-	-
		0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-	-	-	-	-
		2 % < PD ≤ 20 %	-	-	-	-	-	-
		20 % < PD < 100 %	-	-	-	-	-	-
		PD = 100 %	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail			-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail		PD ≤ 0,6 %	140 000	-	-	-	-	140 000
		0,6 % < PD < 12 %	-	-	-	-	-	-
		12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-	-	-
		PD = 100 %	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail			140 000	-	-	-	-	140 000
TOTAL			140 000	-	-	-	-	140 000

		Au 31 décembre 2023				
		Montant de l'engagement				
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			
(En milliers d'euros)						
Clientèle de détail		PD ≤ 0,5 %	-	-	-	-
		0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-	-	-
		2 % < PD ≤ 20 %	-	-	-	-
		20 % < PD < 100 %	-	-	-	-
		PD = 100 %	-	-	-	-
Total Clientèle de détail			-	-	-	-
Hors clientèle de détail		PD ≤ 0,6 %	40 000	-	-	40 000
		0,6 % < PD < 12 %	-	-	-	-
		12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-
		PD = 100 %	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail			40 000	-	-	40 000
Provisions (1)			-	-	-	-
TOTAL			40 000	-	-	40 000

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

	31/12/2024				31/12/2023		
	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit		Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit		
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé	
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-
		Montant des variations de juste valeur			Montant des variations de juste valeur		
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé	
Dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque		-	-		-	-	

Actifs financiers au coût amorti par agent économique

	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	18 177	(143)	205	-	2 912	(15)	21 294	15 236	(95)	190	-	2 872	-	18 298
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	3 374 836	-	-	-	-	-	3 374 836
Etablissements de crédit	10 599 184	(20)	-	-	-	-	10 599 184	8 865 680	(237)	-	-	-	-	8 865 680
Grandes entreprises	5 715 126	(23 703)	296 959	(6 989)	223 708	(65 502)	6 235 793	5 617 348	(31 839)	180 689	(5 399)	96 487	(41 583)	5 894 524
Clientèle de détail	55 343 010	(232 144)	5 737 631	(441 088)	3 087 698	(1 656 603)	64 168 339	53 407 543	(252 731)	5 433 171	(419 893)	2 604 849	(1 431 797)	61 445 562
Total	71 675 497	(256 010)	6 034 795	(448 077)	3 314 318	(1 722 120)	81 024 610	71 280 643	(284 902)	5 614 050	(425 292)	2 704 208	(1 473 380)	79 598 901

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	9 763	-	-	-	-	-	9 763
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	9 763	-	-	-	-	-	9 763

Dettes envers la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros)			31/12/2024	31/12/2023
Administration générale			897 011	1 429 332
Grandes entreprises			618 101	1 517 139
Clientèle de détail			18 680 084	15 288 019
Total Dettes envers la clientèle			20 195 196	18 234 490

Engagements de financement par agent économique

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL maturité (Stage 2)				Engagements s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 2 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL maturité (Stage 2)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	343 536	(41)	-	-	-	-	343 536	249 187	(90)	-	-	-	-	249 187
Grandes entreprises	253 944	(35)	339	(4)	-	-	254 283	310 127	(298)	6 143	(33)	-	-	316 270
Clientèle de détail	7 113 816	(13 764)	410 058	(25 054)	4 413	(55)	7 528 287	7 858 31	(12 117)	431 228	(23 534)	5 835	(4)	8 295 380
Total	7 711 296	(13 840)	410 397	(25 058)	4 413	(55)	8 126 106	8 417 63	1	(12 505)	437 371	(23 567)	5 835	(4) 8 860 837

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements (Stage 2)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements (Stage 2)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	140 000	-	-	-	-	-	140 000	40 000	-	-	-	-	-	40 000
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	140 000	-	-	-	-	-	140 000	40 000	-	-	-	-	-	40 000

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	21 116 437	1 641 907	1 237 073	23 995 417	15 667 238	1 558 282	1 132 546	18 358 066
Autres pays de l'Union européenne	46 177 786	4 210 318	2 023 775	52 411 879	47 804 978	3 922 450	1 547 971	53 275 399
Autres pays d'Europe	4 358 901	182 570	50 507	4 591 978	7 807 804	133 318	23 691	7 964 813
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	5 388	-	2 963	8 351	28	-	-	28
Asie et Océanie (hors Japon)	16 985	-	-	16 985	595	-	-	595
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(256 010)	(448 077)	(1 722 120)	(2 426 207)	(284 902)	(425 292)	(1 473 380)	(2 183 574)
Total	71 419 487	5 586 718	1 592 198	78 598 403	70 995 740	5 188 758	1 230 828	77 415 326

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	-	-	-	-	9 763	-	-	9 763
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	9 763	-	-	9 763

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	72 232	85 287
Autres pays de l'Union européenne	20 102 822	18 134 664
Autres pays d'Europe	9 918	10 333
Amérique du Nord	1 377	787
Amériques centrale et du Sud	1 455	206
Afrique et Moyen-Orient	2 754	852
Asie et Océanie (hors Japon)	4 175	2 110
Japon	463	251
Organismes supra-nationaux	-	-
Total Dettes envers la clientèle	20 195 196	18 234 490

Engagements de financement par zone géographique

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	4 095 903	106 411	3 985	4 206 299	4 305 944	135 174	5 250	4 446 368
Autres pays de l'Union européenne	3 615 368	303 986	428	3 919 782	4 111 644	302 196	585	4 414 425
Autres pays d'Europe	25	-	-	25	43	1	-	44
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	(13 840)	(25 058)	(55)	(38 953)	(12 505)	(23 567)	(4)	(36 076)
Total	7 697 456	385 339	4 358	8 087 153	8 405 126	413 804	5 831	8 824 761

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays de l'Union européenne	140 000	-	-	140 000	40 000	-	-	40 000
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	140 000	-	-	140 000	40 000	-	-	40 000

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	93 180	9 217	-	767 807	1 164 520	-	67 617	81 088	1 196 776
Administration générale	-	-	-	19	3	-	460	203	900
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	5 584	210	-	77 293	186 328	-	(282)	(342)	162 135
Clientèle de détail	87 596	9 007	-	690 495	978 189	-	67 439	81 227	1 033 741
Total	93 180	9 217	-	767 807	1 164 520	-	67 617	81 088	1 196 776

	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	101 360	12 915	-	670 681	452 457	-	65 597	86 580	756 756
Administration générale	-	-	-	9	4	-	458	202	906
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	15 312	339	-	48 099	31 476	-	172	515	56 580
Clientèle de détail	86 048	12 576	-	622 573	420 977	-	64 967	85 863	699 270
Total	101 360	12 915	-	670 681	452 457	-	65 597	86 580	756 756

3.2 Exposition au risque souverain

Aucune exposition significative du groupe CA Personal Finance & Mobility au risque souverain n'a été recensée au 31 décembre 2024.

3.3 Risque de marché

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	199 668	342 192	79 945	621 805
Instruments de devises	5 509	2 713	-	8 222
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	205 177	344 905	79 945	630 027
Opérations de change à terme	3 534	5	6	3 545
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	208 711	344 910	79 951	633 572

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	150 771	618 520	282 788	1 052 079
Instruments de devises	948	1 128	-	2 076
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	151 719	619 648	282 788	1 054 155
Opérations de change à terme	52	71	-	123
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	151 771	619 719	282 788	1 054 278

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	85 308	355 882	110 987	552 177
Instruments de devises	18 386	6 764	-	25 150
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	103 694	362 646	110 987	577 327
Opérations de change à terme	20 447	1 335	-	21 782
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	124 141	363 981	110 987	599 109

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	16 062	251 883	126 268	394 213
Instruments de devises	8 614	12 370	-	20 984
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	24 676	264 253	126 268	415 197
Opérations de change à terme	15 785	1 092	-	16 877
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	40 461	265 345	126 268	432 074

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	83	-	10 929	11 012
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	83	-	10 929	11 012
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	83	-	10 929	11 012

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	-	1 076	8 111	9 187
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	1 076	8 111	9 187
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	1 076	8 111	9 187

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	124	-	12 544	12 668
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	124	-	12 544	12 668
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	124	-	12 544	12 668

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	-	1 075	9 850	10 925
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	1 075	9 850	10 925
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	1 075	9 850	10 925

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Instruments de taux d'intérêt	67 248 543	60 970 207
Instruments de devises et or	-	-
Autres instruments	-	-
Sous-total	67 248 543	60 970 207
Opérations de change à terme	7 570 357	4 536 515
Total Notionnels	74 818 900	65 506 722

Risque de change

Le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

3.4 Risque de liquidité et de financement

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	3 427 015	7 172 169	-	-	-	10 599 184
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	13 242 235	11 238 181	31 944 899	14 000 111	-	70 425 426
Total	16 669 250	18 410 350	31 944 899	14 000 111	-	81 024 610
Dépréciations						(2 426 207)
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						78 598 403

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(En milliers d'euros)						
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	8 063 085	4 177 330	101	-	-	12 240 516
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	12 305 178	10 890 361	31 108 079	13 054 178	-	67 357 796
Total	20 368 264	15 067 691	31 108 180	13 054 178	-	79 598 313
Dépréciations						(2 183 574)
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						77 414 738

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(En milliers d'euros)						
Dettes envers les établissements de crédit	2 109 871	8 457 862	27 189 222	1 392 883	-	39 149 838
Dettes envers la clientèle	4 143 606	6 466 711	8 390 667	1 194 212	-	20 195 196
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 253 477	14 924 573	35 579 889	2 587 095	-	59 345 034

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(En milliers d'euros)						
Dettes envers les établissements de crédit	1 778 033	5 783 319	31 129 492	1 431 500	-	38 882 097
Dettes envers la clientèle	2 893 676	7 481 114	6 353 178	1 506 522	-	18 234 490
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	4 671 709	13 264 433	37 482 670	2 938 022	-	57 116 587

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(En milliers d'euros)						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 378 147	2 006 450	991 572	-	-	5 376 169
Emprunts obligataires	463 483	280 055	7 892 032	3 884 550	-	12 520 120
Autres dettes représentées par un titre	176 058	709 714	1 518 000	815 402	-	3 219 174
Total Dettes représentées par un titre	3 017 688	2 996 219	10 401 604	4 699 952	-	21 115 463
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	25	-	558 524	1 415 688	-	1 974 237
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	220 864	220 864
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	25	-	558 524	1 415 688	220 864	2 195 101

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	1 468 066	1 421 911	630 000	-	-	3 519 977
Emprunts obligataires	613 197	477 532	6 595 414	4 915 030	-	12 601 173
Autres dettes représentées par un titre	124 791	419 545	1 365 402	1 031 662	-	2 941 400
Total Dettes représentées par un titre	2 206 054	2 318 988	8 590 816	5 946 692	-	19 062 550
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	85	-	679 611	1 044 114	-	1 671 261
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	221 079	221 079
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	85	-	679 611	1 044 114	221 079	1 892 340

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	140 000	-	-	-	140 000

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	40 000	-	-	-	40 000

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 " Risque de marché ".

3.5 Comptabilité de couverture

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	624 703	560 001	64 047 480	1 052 202	410 771	58 301 497
Couverture de flux de trésorerie	8 869	39 108	3 847 142	2 076	21 303	2 311 106
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	633 572	599 109	67 894 622	1 054 278	432 074	60 612 603

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

L'augmentation des taux de marché entraîne d'une part un risque de diminution des encours de dépôts à vue vers des produits d'épargne réglementés ou non ou des produits d'épargne non représentatifs d'une comptabilisation au bilan de l'établissement et d'autre part des modifications dans les lois d'écoulement des passifs financiers

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	24 829 161	30 510 404	4 984 700	60 324 265
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	24 829 161	30 510 404	4 984 700	60 324 265
Opérations de change à terme	6 546 427	1 023 930	-	7 570 357
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	31 375 588	31 534 334	4 984 700	67 894 622

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	19 615 160	22 275 900	14 185 028	56 076 088
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	19 615 160	22 275 900	14 185 028	56 076 088
Opérations de change à terme	3 494 457	1 042 058	-	4 536 515
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	23 109 617	23 317 958	14 185 028	60 612 603

La note 3.3 " Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle " présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	33 631	18 386	50 784	6 029 615	16 193	76 193	82 798	6 297 192
Taux d'intérêt	30 368	2 276	48 821	1 189 500	16 070	59 635	99 528	4 071 783
Change	3 263	16 110	1 963	4 840 115	123	16 558	(16 730)	2 225 409
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	33 631	18 386	50 784	6 029 615	16 193	76 193	82 798	6 297 192
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	591 072	541 615	(578 029)	58 017 865	1 036 009	334 578	(1 206 042)	52 004 305
Total couverture de juste valeur	624 703	560 001	(527 245)	64 047 480	1 052 202	410 771	(1 123 244)	58 301 497

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	2 209 709	(15 700)	-	93
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	2 209 709	(15 700)	-	93
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	-	-	-	-	2 209 709	(15 700)	-	93
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 859 086	9 344	-	55 074	4 026 053	(45 730)	-	96 863
Taux d'intérêt	1 076 591	3 090	-	48 820	4 026 053	(45 730)	-	96 863
Change	782 495	6 254	-	6 254	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	1 859 086	9 344	-	55 074	4 026 053	(45 730)	-	96 863

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	47 237 411	-	48 384 587	-
Total - Actifs	47 237 411	-	48 384 587	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	5 639 707	-	457 540	-
Total - Passifs	5 639 707	-	457 540	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Taux d'intérêt	(529 208)	529 314	106	(1 106 514)	1 109 206	2 692
Change	1 963	(6 254)	(4 291)	(16 730)	93	(16 637)
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	(527 245)	523 060	(4 185)	(1 123 244)	1 109 299	(13 945)

➤ Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Couverture de flux de trésorerie								
Marchés organisés et de gré à gré	8 504	30 822	154	2 730 242	2 076	21 303	(1 395)	2 311 106
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	8 504	30 822	154	2 730 242	2 076	21 303	(1 395)	2 311 106
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	8 504	30 822	154	2 730 242	2 076	21 303	(1 395)	2 311 106
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	365	8 286	(8 116)	1 116 900	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie	365	8 286	(8 116)	1 116 900	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	8 869	39 108	(7 962)	3 847 142	2 076	21 303	(1 395)	2 311 106
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Impacts de la comptabilité de couverture

	31/12/2024			31/12/2023		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	(8 116)	-	-	-	-	-
Change	154	-	-	(3 292)	(3 715)	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	(7 962)	-	-	(3 292)	(3 715)	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	633	-	-	1 897	3 715	-
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	(7 329)	-	-	(1 395)	-	-

3.6 Risques opérationnels

Le **risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013¹ (CRR), CA Personal Finance & Mobility est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de CA Personal Finance & Mobility est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36² et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1^{er} janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

¹ Complété en juin 2019 par le règlement (UE) 2019/876 et en juin 2020 par le règlement (UE) 2020/873

² Complétée en juin 2019 par la directive (UE) 2019/878

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier.

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, CA Personal Finance & Mobility a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	4 761 606	3 579 199
Opérations avec les établissements de crédit	701 218	346 236
Opérations avec la clientèle	3 092 451	2 569 207
Opérations de location-financement	966 424	661 699
Titres de dettes	1 513	2 057
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 340 283	1 189 119
Autres intérêts et produits assimilés	-	907
Produits d'intérêts (1)	6 101 889	4 769 225
Sur les passifs financiers au coût amorti	(3 695 268)	(2 482 914)
Opérations avec les établissements de crédit	(1 987 029)	(1 529 185)
Opérations avec la clientèle	(639 863)	(264 021)
Opérations de location-financement	(245 859)	(228 799)
Dettes représentées par un titre	(700 240)	(374 700)
Dettes subordonnées	(122 277)	(86 209)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(703 489)	(538 654)
Autres intérêts et charges assimilées	(31 966)	(16 365)
Charges d'intérêts	(4 430 723)	(3 037 933)
(1) dont 31 338 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 32 964 milliers d'euros au 31 décembre 2023.		

4.2 Produits et charges de commissions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	(18 796)	(18 796)	15	(15 060)	(15 045)
Sur opérations avec la clientèle	248 603	(132 174)	116 429	120 358	(27 165)	93 193
Sur opérations sur titres	-	(3 248)	(3 248)	-	(3 463)	(3 463)
Sur opérations de change	-	-	-	-	-	-
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	593 194	(51 236)	541 958	580 363	(47 007)	533 356
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	-	10 620	10 620	-	66	66
Total Produits et charges de commissions	841 797	(194 834)	646 963	700 736	(92 629)	608 107

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	-	1
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(3 100)	(10 143)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	182
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	(477)	(368)
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	(1 507)	(3 812)
Résultat de la comptabilité de couverture	(4 185)	(9 371)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(9 269)	(23 512)

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	72 378	(76 668)	(4 290)	148 404	(157 801)	(9 397)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	11 072	(66 146)	(55 074)	25 523	(122 293)	(96 770)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	61 306	(10 522)	50 784	122 881	(35 508)	87 373
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	597 415	(597 310)	105	1 142 448	(1 142 422)	26
Variations de juste valeur des éléments couverts	579 617	(1 483)	578 134	1 206 641	(572)	1 206 069
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	17 798	(595 827)	(578 029)	(64 193)	(1 141 850)	(1 206 043)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	669 793	(673 978)	(4 185)	1 290 852	(1 300 223)	(9 371)

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 " Comptabilité de couverture ".

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-	414
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	(2 515)	(376)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(2 515)	38

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	(666)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	(666)
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	-	(666)
(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »		

4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat	-	-

4.7 Produits (charges) nets des autres activités

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	288 854	159 396
Produits nets des immeubles de placement	-	-
Autres produits (charges) nets	151 191	404 702
Produits (charges) des autres activités	440 045	564 099

4.8 Charges générales d'exploitation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	(733 940)	(672 358)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(42 401)	(56 771)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(434 262)	(407 967)
Charges générales d'exploitation	(1 210 603)	(1 137 095)

(1) Dont (3 486) milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre (9 358) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du groupe CA Personal Finance and Mobility intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes du Groupe CA Personal Finance and Mobility

	Cabinet Forvis Mazars	Cabinet Deloitte	Cabinet E&Y		Cabinet PwC		Total 2024
(En milliers d'euros hors taxes)	2024	2024	2024	2023	2024	2023	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	1 537	342	3	1 589	3 201	2 841	5 083
Emetteur	285	285	-	303	-	293	600
Filiales intégrées globalement	1 252	57	3	1 286	3 201	2 548	4 513
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	-	-	-	-	172	-	172
Emetteur	-	-	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	172	-	172
Services autres que la certification des comptes	106	15	73	591	319	164	513
Emetteur	15	15	-	528	34	33	78
Filiales intégrées globalement	91	-	73	63	285	131	449
Total	1 643	357	76	2 180	3 692	3 005	5 768

(1) [CACs de l'Entité consolidante (tête de palier)]

(2) Modification des CACs sur 2024.

Forvis Mazars et Deloitte, commissaires aux comptes de l'entité CA Consumer Finance, réalisent des missions de certification des comptes ainsi que des services autres (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	(147 144)	(145 028)
Immobilisations corporelles (1)	(69 804)	(62 030)
Immobilisations incorporelles	(77 340)	(82 998)
Dotations (reprises) aux dépréciations	(7)	-
Immobilisations corporelles	(7)	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(147 151)	(145 028)

(1) Dont (49 369) milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre (45 933) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

4.10 Coût du risque

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	(19 291)	(64 610)
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	6 112	(96 995)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	7 447	(99 002)
Engagements par signature	(1 335)	2 007
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(25 403)	32 385
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(23 912)	27 123
Engagements par signature	(1 491)	5 262
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	(710 299)	(642 776)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(710 248)	(642 782)
Engagements par signature	(51)	6
Autres actifs (C)	1 588	(540)
Risques et charges (D)	(13 881)	1 092
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D)	(741 883)	(706 834)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(170 955)	(126 878)
Récupérations sur prêts et créances	63 631	52 768
comptabilisés au coût amorti	63 631	52 768
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(7 506)	(8 072)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(20 633)	(19 101)
Autres produits	-	-
Coût du risque	(877 346)	(808 116)

4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(1 581)	88 418
Plus-values de cession	11 795	102 925
Moins-values de cession	(13 376)	(14 507)
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	(2 409)	8 745
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3 990)	97 163

4.12 Impôts

Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	(134 564)	(146 154)
Charge d'impôt différé	(108 128)	(115 268)
Total Charge d'impôt	(242 692)	(261 422)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté**Au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	507 300	25,83 %	(131 036)
Effet des différences permanentes		(4,49)%	22 788
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		7,39 %	(37 478)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,24)%	6 266
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		19,90 %	(100 928)
Taux et charge effectifs d'impôt		47,84 %	(242 692)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	886 281	25,83 %	(228 926)
Effet des différences permanentes		(1,72)%	15 245
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		3,25 %	(28 765)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(0,56)%	4 962
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		2,70 %	(23 940)
Taux et charge effectifs d'impôt		29,50 %	(261 422)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	3 096	(1 423)
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	3 096	(1 423)
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 754	184
Ecart de réévaluation de la période	(49)	598
Transferts en résultat	-	(414)
Autres variations	1 803	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(7 960)	(1 395)
Ecart de réévaluation de la période	(7 961)	(1 395)
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	1	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	9 469	(66 861)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	2 081	364
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	259
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-

Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	8 440	(68 872)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	16 453	(4 751)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(9 919)	1 787
Ecart de réévaluation de la période	(9 919)	1 969
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	(182)
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(156)	4 628
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(973)	2 502
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	(828)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	5 406	3 339
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	13 845	(65 534)
Dont part du Groupe	13 910	(65 564)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(65)	30

5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

Le Groupe CA Personal Finance and Mobility exerce l'activité de crédit à la consommation à travers différents produits et modes de distribution. Cette activité est regroupée au sein du groupe Crédit Agricole S.A. dans le pôle Services Financiers Spécialisés.

Néanmoins le pilotage du groupe et l'information fournie au Conseil d'Administration et à la Direction Générale distinguent actuellement 5 pôles d'activités :

- Les BU Universelles (Sofinco, Agos, Credibom, Sofinco Spain et CreditPlus)
- La BU Mobilité & Services (CA AutoBank et Freecars)
- La BU Ancrage Groupe (SmartConso, Agilauto)
- Les MEE (entités consolidées selon la méthode de mise en équivalence)

Les transactions entre les pôles d'activités sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque pôle d'activité.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

(En milliers d'euros)	31/12/2024				
	BU Universelles	BU Mobilité & Services	BU Ancre Groupe	MEE	Total
Produit net bancaire	1 865 213	811 063	70 114	-	2 746 390
Charges d'exploitation	(977 971)	(315 049)	(64 734)	-	(1 357 754)
Résultat brut d'exploitation	887 242	496 014	5 380	-	1 388 636
Coût du risque	(742 690)	(134 465)	(191)	-	(877 346)
Résultat d'exploitation	144 552	361 549	5 189	-	511 290
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	2	-	132 940	132 942
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4 610)	429	191	-	(3 990)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	139 942	361 980	5 380	132 940	640 242
Impôts sur les bénéfices	(145 851)	(95 173)	(1 668)	-	(242 692)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-
Résultat net	(5 909)	266 807	3 712	132 940	397 550
Participations ne donnant pas le contrôle	73 945	8 455	(5 537)	-	76 863
Résultat net part du Groupe	68 037	275 262	(1 825)	132 940	474 413

(En milliers d'euros)	31/12/2024				
	BU Universelles	BU Mobilité & Services	BU Ancre Groupe	MEE	Total
Actifs sectoriels	64 694 868	29 682 741	127 050	374 412	94 879 071
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	1 363 304	1 363 304
Dont écarts d'acquisition	741 770	85 962	-	-	827 732
Total Actif	64 694 868	29 682 741	127 050	374 412	94 879 071

(En milliers d'euros)	31/12/2023				
	BU Universelles	BU Mobilité & Services	BU Ancre Groupe	MEE	Total
Produit net bancaire	2 157 803	650 151	71 404	-	2 879 358
Charges d'exploitation	(991 282)	(229 235)	(61 607)	-	(1 282 124)
Résultat brut d'exploitation	1 166 521	420 916	9 797	-	1 597 234
Coût du risque	(642 383)	(165 273)	(460)	-	(808 116)
Résultat d'exploitation	524 138	255 643	9 337	-	789 118
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	37 954	-	96 045	133 999
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4 445	92 689	29	-	97 163
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	11 715	-	-	11 715
Résultat avant impôt	528 583	398 001	9 366	96 045	1 031 995
Impôts sur les bénéfices	(162 817)	(95 813)	(2 792)	-	(261 422)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-
Résultat net	365 766	302 187	6 574	96 045	770 573
Participations ne donnant pas le contrôle	73 210	6 041	(4 337)	-	74 914
Résultat net part du Groupe	292 556	296 147	10 911	96 045	695 658

(En milliers d'euros)	31/12/2023				
	BU Universelles	BU Mobilité & Services	BU Ancre Groupe	MEE	Total
Actifs sectoriels	62 221 436	28 409 477	84 791	256 337	90 972 041
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	1 199 231	1 199 231
Dont écarts d'acquisition	741 770	83 872	-	-	825 642
Total Actif	62 221 436	28 409 477	84 791	256 337	90 972 041

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

	Résultat net part du Groupe	Dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	Dont écarts d'acquisition	Résultat net part du Groupe	Dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	Dont écarts d'acquisition
France (y compris DROM-COM)	(248 881)	695 747	35 729 450	583 795	175 130	990 086	32 126 289	586 010
Italie	250 285	1 089 888	14 756 612	103 038	405 273	1 383 859	44 176 837	103 038
Autres pays de l'Union européenne	204 204	842 184	38 713 539	134 563	45 952	486 412	13 980 097	130 245
Autres pays d'Europe	40 299	117 586	5 185 729	6 336	6 907	19 001	240 350	6 349
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	16 279	985	157 629	-	13 052	-	66 474	-
Asie et Océanie (hors Japon)	58 501	-	336 112	-	49 343	-	273 927	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	320 688	2 746 390	94 879 071	827 732	695 658	2 879 358	90 863 974	825 642

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	356	-	542	-
Banques centrales	6 311 525	-	4 084 949	-
Valeur au bilan	6 311 881	-	4 085 491	-

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 012	9 187
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 655	4 632
Instruments de capitaux propres	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	5 655	4 632
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	16 667	13 819
Dont Titres prêtés	-	-

(1) Dont 5 655 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2024 contre 4 632 milliers d'euros au 31 décembre 2023

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 668	10 925
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	12 668	10 925

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

	31/12/2023			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Dépôts et passifs subordonnés	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

En application de la norme IFRS 9, le Groupe CA Personal Finance & Mobility calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

• *Base de calcul du risque de crédit propre*

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein du groupe CA Personal Finance & Mobility, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

• *Calcul du résultat latent induit par le risque de crédit propre (enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)*

L'approche privilégiée par le Groupe CA Personal Finance & Mobility est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

• *Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)*

Le choix du groupe CA Personal Finance & Mobility est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au spread de crédit multipliée par la variation de ce spread entre la date d'émission et celle du remboursement.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisés en résultat net

	31/12/2024			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Dépôts et passifs subordonnés	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

	31/12/2023			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Dépôts et passifs subordonnés	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 " Comptabilité de couverture ".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	9 763	158	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	136 533	8 823	(19 898)	129 044	340 077	(10 087)
Total	136 533	8 823	(19 898)	138 807	340 235	(10 087)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	9 763	158	-
Total des titres de dettes	-	-	-	9 763	158	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	9 763	158	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		(49)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)					109	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	28 500	5 888	(3 944)	20 619	6 004	(3 678)
Titres de participation non consolidés	108 033	2 645	(15 954)	108 425	334 073	(6 409)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	136 533	8 533	(19 898)	129 044	340 077	(10 087)
Impôts sur les bénéfices		(868)	-		(877)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		7 665	(19 898)		339 200	(10 087)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabi- -lisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾	Juste Valeur à la date de décomptabi- -lisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾
(En milliers d'euros)						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	42	-	-
Titres de participation non consolidés	7	-	-	1 369 942	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	7	-	-	1 369 984	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		-	-		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	10 599 164	12 240 279
Prêts et créances sur la clientèle	67 999 239	65 174 459
Titres de dettes	-	588
Valeur au bilan	78 598 403	77 415 326

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	10 526 783	12 094 562
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux</i>	1 931 663	2 847 310
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	-	2 351 548
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	72 401	145 952
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	10 599 184	12 240 514
Dépréciations	(20)	(237)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	10 599 164	12 240 277
Valeur au bilan	10 599 164	12 240 277

Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	298 407	569 972
Autres concours à la clientèle	58 278 955	55 398 518
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	73	73
Comptes ordinaires débiteurs	16 580	46 066
Valeur brute	58 594 015	56 014 629
Dépréciations	(2 223 063)	(2 017 774)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	56 370 952	53 996 855
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	11 831 411	11 343 167
Valeur brute	11 831 411	11 343 167
Dépréciations	(203 124)	(165 563)
Valeur nette des opérations de location-financement	11 628 287	11 177 604
Valeur au bilan	67 999 239	65 174 459

Titres de dettes

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	588
Total	-	588
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	-	588

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	5 149 105	5 149 105	-	-	5 149 105	4 957 965	4 957 965	-	-	4 957 965	191 140	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	5 149 105	5 149 105	-	-	5 149 105	4 957 965	4 957 965	-	-	4 957 965	191 140	-	-	-
Total Actifs financiers	5 149 105	5 149 105	-	-	5 149 105	4 957 965	4 957 965	-	-	4 957 965	191 140	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFERES	5 149 105	5 149 105	-	-	5 149 105	4 957 965	4 957 965	-	-	4 957 965	191 140	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction														
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat														
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres														
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti														
Titres de dettes	4 965 038	4 965 038	-	-	4 965 038	4 816 771	4 816 771	-	-	4 816 771	148 267	-	-	-
Prêts et créances	4 965 038	4 965 038	-	-	4 965 038	4 816 771	4 816 771	-	-	4 816 771	148 267	-	-	-
Total Actifs financiers	4 965 038	4 965 038	-	-	4 965 038	4 816 771	4 816 771	-	-	4 816 771	148 267	-	-	-
Opérations de location-financement														
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFERES	4 965 038	4 965 038	-	-	4 965 038	4 816 771	4 816 771	-	-	4 816 771	148 267	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, le Groupe CA Personal Finance & Mobilité a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Groupe CA Personal Finance & Mobilité via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Titrisations CA Personal Finance & Mobilité

Au 31 décembre 2024, le Groupe CA Personal Finance & Mobilité gère en Europe 29 véhicules consolidés de titrisation de crédits à la consommation accordés aux particuliers ainsi que de financement des concessionnaires. Ces opérations de titrisation réalisées dans le groupe CA Personal Finance & Mobility ne sont pas considérées selon les normes IFRS comme participant de montages déconsolidants et ont été réintégrées dans les comptes consolidés.

Les valeurs comptables des actifs concernés, nettes des passifs associés s'élèvent à 8 496 millions d'euros au 31 décembre 2024. Elles incluent, en particulier, des encours clientèle dont la valeur nette comptable s'établit à 6 873 millions d'euros. Le montant des titres utilisés sur le marché est de 6 795 millions d'euros. La valeur des titres restant mobilisables est de 17 416 millions d'euros.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature de l'implication continue (2)	Montants au bilan				Montant représentant l'exposition maximale à des pertes (3)	Montant représentant les pertes supportées par des tiers titulaires de droits de rang inférieur	Sorties futures de trésorerie liées aux actifs transférés (non actualisés)				Montants au compte de résultat			
	Actifs/Passifs (1)						Montant estimé à la date du reporting	Échéancier			En date de transfert des actifs	Post transfert sur la durée de l'implication continue		
	Valeur comptable	dont titrisations (déconsolidantes)	Autres	Juste valeur				≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		Gains ou pertes (1) de transfert (4)	Produits/Charges* de la période	Produits/Charges* de la fin de période
(En milliers d'euros)														
Engagements donnés, dont instruments dérivés :														
Contrats fermes d'achat à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Options de vente émises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Options d'achat acquises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres instruments financiers non dérivés souscrits :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL ACTIFS TRANSFERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature de l'implication continue (2)	Montants au bilan				Montant représentant l'exposition maximale à des pertes (3)	Montant représentant les pertes supportées par des tiers titulaires de droits de rang inférieur	Sorties futures de trésorerie liées aux actifs transférés (non actualisés)				Montants au compte de résultat			
	Actifs/Passifs (1)						Montant estimé à la date du reporting	Echéancier			En date de transfert des actifs	Post transfert sur la durée de l'implication continue		
								≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	dont titrisations (déconsolidantes)	Autres	Juste valeur							Gains ou pertes (1) de transfert (4)	Produits/Charges* de la période	Produits/Charges* de la fin de période	Produits/Charges* cumulés
Engagements donnés, dont instruments dérivés :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats fermes d'achat à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de vente émises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options d'achat acquises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers non dérivés souscrits :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les actifs sont signés plus, les passifs sont signés moins, les produits sont signés plus, les charges sont signées moins.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	39 149 838	38 882 097
Dettes envers la clientèle	20 195 196	18 234 490
Dettes représentées par un titre	21 115 463	19 062 550
Valeur au bilan	80 460 497	76 179 137

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	33 144 800	32 936 798
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	203 822	147 860
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	6 005 038	5 945 299
Total	39 149 838	38 882 097

Dettes envers la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	56 438	528 212
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
Autres dettes envers la clientèle	20 138 758	17 706 278
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	20 195 196	18 234 490

Dettes représentées par un titre

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	5 376 169	3 519 977
Emprunts obligataires	12 520 120	12 601 173
Autres dettes représentées par un titre	3 219 174	2 941 400
Valeur au bilan	21 115 463	19 062 550

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers**Compensation – Actifs financiers**

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	634 817	-	634 817	324 783	4 230	305 804
Prises en pension de titres	72 401	-	72 401	-	-	72 401
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	707 218	-	707 218	324 783	4 230	378 205

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 52 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	1 063 465	-	1 063 465	31 291	190 202	841 972
Prises en pension de titres (2)	145 952	-	145 952	80 270	-	65 682
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	1 209 417	-	1 209 417	111 561	190 202	907 654

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 79 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumises à compensation représente 45 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêt.

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	602 010	-	602 010	324 783	4 840	272 387
Mises en pension de titres (2)	6 005 076	-	6 005 076	-	3 763 280	2 241 796
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	6 607 086	-	6 607 086	324 783	3 768 120	2 514 183

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 55 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 63 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	442 999	-	442 999	31 291	10 311	401 397
Mises en pension de titres (2)	5 919 468	-	5 919 468	80 270	3 684 951	2 154 247
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	6 362 467	-	6 362 467	111 561	3 695 262	2 555 644

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 91 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 36 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêt.

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	318 861	410 677
Impôts différés	643 493	886 640
Total Actifs d'impôts courants et différés	962 354	1 297 316
Impôts courants	60 586	170 319
Impôts différés	248 561	263 524
Total Passifs d'impôts courants et différés	309 147	433 843

Les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent comme suit :

	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Décalages temporaires comptables-fiscaux	603 178	12 203	827 875	84 028
Charges à payer non déductibles	3 098	-	29 962	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	302 821	-	460 051	-
Autres différences temporaires (1)	297 259	12 203	337 862	84 028
Impôts différés sur réserves latentes	6 850	531	5 255	38
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	531	-	38
Couverture de flux de trésorerie	3 322	-	620	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	3 528	-	4 635	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	33 465	235 827	53 510	179 458
Total Impôts différés	643 493	248 561	886 640	263 524

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 1 187 070 milliers d'euros en 2024 contre 696 571 milliers d'euros en 2023.

Les impôts différés sont nettes au bilan par entité fiscale.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	1 502 309	1 859 702
Comptes de stocks et emplois divers	101 578	101 213
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	1 400 731	1 758 489
Comptes de règlements	-	-
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	209 350	251 267
Comptes d'encaissement et de transfert	18 492	92 950
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	13 080	9 514
Produits à recevoir	124 280	129 855
Charges constatées d'avance	53 481	18 945
Autres comptes de régularisation	17	3
Valeur au bilan	1 711 659	2 110 969

(1) Dont 3 486 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie au 31 décembre 2024 contre 9 358 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	1 413 078	1 875 674
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	1 221 953	1 685 738
Versements restant à effectuer sur titres	-	-
Dettes locatives	191 125	189 936
Autres	-	-
Comptes de régularisation	544 690	702 106
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	78 257	117 900
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	30 001	7 609
Produits constatés d'avance	95 823	164 356
Charges à payer	350 538	413 438
Autres comptes de régularisation	(9 929)	(1 197)
Valeur au bilan	1 957 768	2 577 780

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
(2) Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	801	-	-	-	-	-	801
Amortissements et dépréciations	(20)	-	-	-	-	-	(20)
Valeur au bilan (1)	781	-	-	-	-	-	781

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	801	-	-	-	-	-	801
Amortissements et dépréciations	(20)	-	-	-	-	-	(20)
Valeur au bilan (1)	781	-	-	-	-	-	781

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût est établie "à dire d'expert".

<i>(En milliers d'euros)</i>		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	801	801
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
Valeur de marché des immeubles de placement		801	801

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.12 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	3 770 846	-	1 204 846	(80 427)	(11 498)	(2)	4 883 765
Amortissements et dépréciations	(954 091)	-	(375 534)	140 779	3 491	-	(1 185 355)
Valeur au bilan	2 816 755	-	829 312	60 352	(8 007)	(2)	3 698 410
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 580 263	-	167 718	(187 415)	(66)	23 134	1 583 634
Amortissements et dépréciations	(953 510)	-	(77 341)	117 256	(71)	(17 913)	(931 579)
Valeur au bilan	626 753	-	90 377	(70 159)	(137)	5 221	652 055

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	489 275	2 470 040	958 112	(139 279)	(7 302)	-	3 770 846
Amortissements et dépréciations	(241 226)	(613 704)	(238 522)	144 695	(5 512)	179	(954 091)
Valeur au bilan	248 049	1 856 336	719 590	5 416	(12 815)	179	2 816 755
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 225 460	275 518	154 773	(75 348)	(141)	-	1 580 263
Amortissements et dépréciations	(658 774)	(189 996)	(87 100)	219	232	(18 090)	(953 510)
Valeur au bilan	566 686	85 522	67 673	(75 129)	91	(18 090)	626 753

6.13 Ecarts d'acquisition

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023 BRUT	31/12/2023 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024 BRUT	31/12/2024 NET
BU Universelles	2 400 932	741 770	-	-	-	-	-	2 400 932	741 770
BU Mobilité & Services	83 872	83 872	-	-	-	-	2 090	85 962	85 962
BU Ancrage Groupe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 484 804	825 642	-	-	-	-	2 090	2 486 894	827 732

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient des plans à moyen terme établis pour les besoins de pilotage du Groupe. Les hypothèses utilisées sont les suivantes :

- Les résultats futurs disponibles sont déterminés pour une période de 5 ans à partir :
 - o des données prévisionnelles à 3 ans (2025-2027) établies par les entités dans le cadre du budget 2025 et projections financières 2026-2027 actualisées ;
 - o d'une extrapolation de deux années supplémentaires (2028 & 2029) ;
- le ratio de Fonds Propres de catégorie 1 (CET 1) à 8,38 % et le ratio de Fonds Propres global à 13,53 % sont conformes aux exigences CRR (minimum CET1 at 7,72 %, TCR at 11,22 %).
- le taux de croissance à l'infini est commun aux UGT : 2,00 %.

Le taux d'actualisation est différencié par UGT, selon le tableau ci-après :

Taux d'actualisation	2024
BU Ancrage Groupe	8,18 %
BU Universelles	8,74 %
BU Mobilité & Services	9,02 %
Leasys	9,03 %
GACS	9,24 %
Wafasalaf	9,93 %

Des tests de sensibilité ont été réalisés pour chaque UGT, et l'impact sur l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur consolidée mesuré en fonction de la variation (i) du taux de fonds propres normatifs, (ii) du taux d'actualisation, (iii) du coût du risque, (iv) et du coefficient d'exploitation. Au niveau du Groupe CA Personal Finance & Mobility :

- ✓ L'utilisation d'un taux de fonds propres normatif majoré de 50 pbs sur l'ensemble des UGT entraînerait une dégradation des tests de (336) millions d'euros sans besoin de déprécier ;
- ✓ Un taux d'actualisation majoré de 50 pbs entraînerait une dégradation des tests de (711) millions d'euros sans nécessité de déprécier ;
- ✓ Une variation du Coût du risque (CdR) de +10 % sur l'année terminale générerait une dégradation des tests de (1 042) millions d'euros. Cette analyse fait apparaître un test négatif sur l'UGT BU Mobilité & Services, sans alerte sur les autres UGT ;
- ✓ Un Coefficient d'Exploitation (Coex) majoré de 100 pbs dégraderait le résultat des tests de (472) millions d'euros sans nécessité de déprécier.

6.14 Provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	36 076	33 853	-	(30 976)	-	-	38 953
Risques opérationnels	-	-	-	-	-	-	-
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	125 523	23 823	(10 945)	(2 663)	12	(13 389)	122 361
Litiges divers	41 597	961	(1 675)	(15 797)	240	(1 396)	23 930
Participations	57	62	(56)	-	-	(1)	62
Restructurations	748	-	(278)	(33)	-	-	437
Autres risques (2)	110 048	34 882	(3 247)	(21 481)	(409)	(12 092)	107 701
TOTAL	314 049	93 581	(16 201)	(70 950)	(157)	(26 878)	293 444

(1) Dont 122 361 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 14 362 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) CACF NL a maintenu en 2024 un niveau de couverture adéquat pour le risque réglementaire et juridique concernant le plan de compensation au profit des clients emprunteurs tenant compte des décisions de la KIFID des années précédentes. La provision affiche un solde net de 0,9 millions d'euros à fin 2023.

AGOS a maintenu la couverture du risque concernant la restitution des frais de dossiers en cas de remboursement anticipé du prêt au 31 décembre 2023

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	43 290	34 192	-	(41 467)	-	61	36 076
Risques opérationnels	-	-	-	-	-	-	-
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	75 811	21 696	(5 006)	(692)	(18 219)	51 933	125 523
Litiges divers	39 692	2 730	(1 721)	(1 870)	288	2 478	41 597
Participations	35	56	(34)	-	-	-	57
Restructurations	1 729	438	(715)	(704)	-	-	748
Autres risques	37 507	23 443	(3 441)	(20 661)	(13 336)	86 535	110 048
TOTAL	198 064	82 555	(10 917)	(65 394)	(31 267)	141 008	314 049

(1) Dont 125 523 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 15 233 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) CACF NL a maintenu en 2023 un niveau de couverture adéquat pour le risque réglementaire et juridique concernant le plan de compensation au profit des clients emprunteurs tenant compte des décisions de la KIFID des années précédentes. La provision affiche un solde net de 7,2 millions d'euros à fin 2023.

AGOS a maintenu la couverture du risque concernant la restitution des frais de dossiers en cas de remboursement anticipé du prêt au 31 décembre 2023

6.15 Dettes subordonnées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée	1 974 237	1 671 261
Dettes subordonnées à durée indéterminée	220 864	221 079
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-
Valeur au bilan	2 195 101	1 892 340

Emissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du Groupe CA Personal Finance & Mobility.

La directive et le Règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD / Règlement CRR³) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD⁴)

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (" Bail-In ") par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

En 2024, le groupe CA Personal Finance & Mobility a émis des dettes subordonnées pour un total de 518 millions d'euros et a remboursé des dettes subordonnées pour un total de 214 millions d'euros.

3 Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée notamment par la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémente et amendé, en ce compris notamment au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019.

4 Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémente et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

Emissions de dette " Senior non préférée "

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité liés à la « subordination » des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior non préférée" (codifiée dans les articles L. 613-30-3-I-4° et R. 613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD précitée et reprise, indirectement dans les Règlement CRR s'agissant des instruments de dettes éligibles au ratio MREL sous réserve du respect des critères y afférents.

Dans le cadre d'une procédure de résolution, les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1), au titre du renflouement interne ("*Bail-In*"), prioritairement aux autres dettes senior (les dettes « senior-préférées"), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés (en ce compris, sans limitation, les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et *Additional Tier 1*) et les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les titres senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des dettes senior "préférées", mais avant les dettes subordonnées qualifiées ou non de fonds propres réglementaires.

L'encours de titres senior non préférés de CA Personal Finance & Mobility s'élève ainsi à 3 515 millions d'euros au 31 décembre 2024.

6.16 Capitaux propres**Composition du capital au 31 décembre 2024**

	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
Actionnaires de CA Consumer Finance						
Lister les principaux actionnaires	14 217 497	-	-	14 217 497	100,00 %	100,00 %
Crédit Agricole SA	14 217 497	-	-	14 217 497	100,00 %	100,00 %
Delfinance	-	-	-	-	0,00 %	0,00 %
Parts sociales	1	-	-	1	0,00 %	0,00 %
Investisseurs institutionnels	-	-	-	-	0,00 %	0,00 %
Actionnaires individuels	1	-	-	1	0,00 %	0,00 %
Total	14 217 498	-	-	14 217 498	100,00 %	100,00 %

La valeur nominale des titres est de 39 euros. Ils sont entièrement libérés.

Le montant total du capital est de 554 482 milliers d'euros.

Rémunération par titre de capital

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du Groupe de la période (en milliers d'euros)	320 688	695 658
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	14 217 498	14 217 498
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	14 217 498	14 217 498
Résultat de base par action (en euros)	22,56	48,93
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	-	-
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	-	-
Résultat dilué par action (en euros)	22,56	48,93
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	-	-
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	-	-

Dividendes

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de CA Personal Finance & Mobility a décidé à l'Assemblée générale de ne pas verser de dividendes.

(En euros)	Proposition au titre de l'exercice 2024	2023	2022	2021	2020
Dividende	0	544 245 823	249 232 740	441 595 487	373 778 022

Affectation du résultat et fixation du dividende 2024

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2023 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du groupe CA Personal Finance & Mobility du 15 mai 2025.

Le texte de la résolution est le suivant :

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à la somme de (375 932 412,87) euros.

Constatation faite que la réserve légale est déjà dotée à hauteur de 10 % du capital social et compte tenu du Report à Nouveau antérieur créditeur de 879 006 570,58 euros, l'assemblée générale constate que le bénéfice distribuable s'élève à la somme de 503 074 157,71 euros.

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

1- Réserve Spéciale d'œuvres d'art : 20 600 euros

2- Au Report à nouveau : 503 053 557,71 euros.

6.17 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en " Indéterminée ".

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	6 311 881	-	-	-	-	6 311 881
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	83	-	16 584	-	16 667
Instruments dérivés de couverture	118 168	90 543	344 910	79 951	-	633 572
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	136 533	136 533
Actifs financiers au coût amorti	16 400 550	18 062 296	31 361 176	12 774 381	-	78 598 403
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(34 280)					(34 280)
Total Actifs financiers par échéance	22 796 319	18 152 922	31 706 086	12 870 916	136 533	85 662 776
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	41	83	-	12 544	-	12 668
Instruments dérivés de couverture	80 303	43 838	363 981	110 987	-	599 109
Passifs financiers au coût amorti	9 271 165	17 920 792	45 981 493	7 286 953	94	80 460 497
Dettes subordonnées	25	-	558 524	1 415 688	220 864	2 195 101
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 068					1 068
Total Passifs financiers par échéance (1)	9 352 602	17 964 713	46 903 998	8 826 172	220 958	83 268 443

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	4 085 491	-	-	-	-	4 085 491
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	1 076	12 743	-	13 819
Instruments dérivés de couverture	39 612	112 159	619 719	282 788	-	1 054 278
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9 764	-	-	-	129 043	138 807
Actifs financiers au coût amorti	20 095 612	14 752 825	30 574 969	11 984 641	7 279	77 415 326
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(613 128)	-	-	-	-	(613 128)
Total Actifs financiers par échéance	23 617 351	14 864 984	31 195 764	12 280 172	136 322	82 094 593
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	1 075	9 850	-	10 925
Instruments dérivés de couverture	18 368	22 093	265 345	126 268	-	432 074
Passifs financiers au coût amorti	6 877 763	15 583 421	46 073 486	7 644 995	(528)	76 179 137
Dettes subordonnées	85	-	679 611	991 567	221 077	1 892 340
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	572	-	-	-	-	572
Total Passifs financiers par échéance	6 896 788	15 605 514	47 019 517	8 772 680	220 549	78 515 048

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	(563 985)	(511 688)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(22 746)	(22 791)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(6 902)	(3 687)
Autres charges sociales	(93 393)	(80 493)
Intéressement et participation	(10 746)	(15 052)
Impôts et taxes sur rémunération	(36 168)	(38 647)
Total Charges de personnel	(733 940)	(672 358)

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 118 705 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 341 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Dont indemnités liées à la retraite pour 1 783 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 879 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Dont médailles du travail pour 1 153 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 178 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	2 969	2 986
Etranger	5 550	5 525
Total	8 519	8 511

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe CA Personal Finance & Mobility n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies**Variation dette actuarielle**

	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Dette actuarielle au 31/12/N-1	212 766	-	212 766	134 955
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	5 355	-	5 355	5 576
Coût financier	7 302	-	7 302	6 487
Cotisations employés	627	-	627	573
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	(151)	-	(151)	(1 633)
Variations de périmètre	3 886	-	3 886	66 418
Prestations versées (obligatoire)	(7 791)	-	(7 791)	(6 647)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	4 471	-	4 471	3 493
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(5 813)	-	(5 813)	7 421
Dette actuarielle à la clôture	220 652	-	220 652	216 643

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

(2) Dont (1,6) millions d'euros au titre de la réforme des retraites d'avril 2023.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Coût des services	5 255	-	5 255	4 117
Charge/produit d'intérêt net	2 688	-	2 688	2 211
Impact en compte de résultat à la clôture	7 943	-	7 943	6 328

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	31 043	-	31 043	26 245
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(3 723)	-	(3 723)	(6 648)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	4 471	-	4 471	3 493
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(5 813)	-	(5 813)	7 421
Ajustement de la limitation d'actifs	(756)	-	(756)	732
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	25 222	-	25 222	31 243
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.				

Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Juste valeur des actifs à l'ouverture	129 437	-	129 437	87 315
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	4 572	-	4 572	4 229
Gains/(pertes) actuariels	3 689	-	3 689	5 250
Cotisations payées par l'employeur	1 591	-	1 591	1 280
Cotisations payées par les employés	627	-	627	573
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	3 258	-	3 258	37 877
Taxes, charges administratives et primes	(51)	-	(51)	(88)
Prestations payées par le fonds	(4 155)	-	(4 155)	(3 741)
Juste valeur des actifs à la clôture	138 968	-	138 968	132 695

Variation de juste valeur des droits à remboursement

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Juste valeur des droits à remboursement à l'ouverture	1 732	-	1 732	-
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	57	-	57	47
Gains/(pertes) actuariels	34	-	34	1 398
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	-
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	443
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(156)	-	(156)	(156)
Juste valeur des droits à remboursement à la clôture	1 667	-	1 667	1 732

Position nette

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'euros)				
Dette actuarielle à la clôture	220 652	-	220 652	216 643
Impact de la limitation d'actifs	67	-	67	818
Juste valeur des actifs fin de période	(138 968)	-	(138 968)	(132 695)
Position nette (passif) / actif à la clôture	(81 751)	-	(81 751)	(84 766)

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
(En milliers d'euros)				
Taux d'actualisation (1)	3,38 %	0,00 %	3,17 %	0,00 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,24 %	0,00 %	2,55 %	0,00 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Autres	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs

<i>(En milliers d'euros)</i>	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions	24,82 %	34 899	34 899	0,00 %	-	-	24,82 %	34 899	34 899
Obligations	60,73 %	85 414	85 414	0,00 %	-	-	60,73 %	85 414	85 414
Immobilier	1,59 %	2 241		0,00 %	-		1,59 %	2 241	
Autres actifs	12,86 %	18 081		0,00 %	-		12,86 %	18 081	

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,60 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,08 %.

7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par CA Consumer Finance S.A. au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 21 608 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

7.6 Paiements à base d'actions

Les plans de stock-options concernent Crédit Agricole S.A.

Il n'existe pas de plan de stock-options de CA Consumer Finance S.A. et de ses filiales.

7.7 Rémunérations de dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration de CA Consumer Finance S.A. ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat chez CA Consumer Finance S.A..

En 2024, les membres du COMEX et du Group Executive Committee (soit 31 personnes) du Groupe CA Personal Finance & Mobility ont perçu au titre de leur rémunération un montant cumulé de 6 794 310,16 euros.

Ce montant inclut les salaires fixes et variables, les avantages en nature ainsi que les montants nets de participation et bruts d'intéressement 2023 versés en 2024.

Enfin, ils ne bénéficient pas d'autres avantages à long terme en 2024.

Les éléments présentés ci-dessus ne comprennent pas l'évaluation des éventuels avantages obtenus par les dirigeants sur les opérations bancaires ou de crédits à la consommation conclues aux conditions offertes à l'ensemble du personnel de CA Consumer Finance S.A.

Ils ne comprennent pas non plus les droits aux indemnités de départ à la retraite et à la médaille du travail dont les montants sont déterminés de façon actuarielle et conformément aux accords d'entreprise signés et selon les conditions prévues pour l'ensemble des salariés. Ces sommes sont incluses dans les provisions.

8 Contrats de location**8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	3 521 765	2 644 468
Droits d'utilisation des contrats de location	176 645	172 287
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	3 698 410	2 816 755

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Le groupe CA Personal Finance & Mobility a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont le Groupe CA Personal Finance & Mobility est preneur sont présentées ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	307 066	-	107 116	(15 452)	-	-	398 730
Amortissements et dépréciations	(138 371)	-	(93 944)	6 602	-	-	(225 713)
Total Immobilier	168 695	-	13 172	(8 850)	-	-	173 017
Mobilier							
Valeur brute	7 807	-	2 278	(440)	-	-	9 645
Amortissements et dépréciations	(4 215)	-	(1 873)	71	-	-	(6 017)
Total Mobilier	3 592	-	405	(369)	-	-	3 628
Total Droits d'utilisation	172 287	-	13 577	(9 219)	-	-	176 645

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilier							
Valeur brute	254 447	25 796	42 576	(15 753)	-	-	307 066
Amortissements et dépréciations	(94 906)	(14 534)	(46 155)	17 224	-	-	(138 371)
Total Immobilier	159 541	11 262	(3 579)	1 471	-	-	168 695
Mobilier							
Valeur brute	8 309	252	1 333	(2 087)	-	-	7 807
Amortissements et dépréciations	(4 164)	(145)	(1 879)	2 073	(100)	-	(4 215)
Total Mobilier	4 145	107	(546)	(14)	(100)	-	3 592
Total Droits d'utilisation	163 686	11 369	(4 125)	1 457	(100)	-	172 287

Echéancier des dettes locatives

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	60 872	46 558	83 695	191 125

(En milliers d'euros)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	37 425	49 687	102 824	189 936

Détail des charges et produits de contrats de location

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(2 441)	(1 759)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	(2 441)	(1 759)
Charges relatives aux contrats de location court terme	(3 651)	(3 912)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(1 348)	(1 171)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	(3 044)	(2 244)
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	249	144
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	24	62
Total Charges générales d'exploitation	(7 770)	(7 121)
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(49 369)	(45 933)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(49 369)	(45 933)
Total Charges et produits de contrats de location	(59 580)	(54 813)

Montants des flux de trésorerie de la période

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	(5 002)	(34 162)

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Produits de contrats de location

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Location-financement	721 639	434 675
Profits ou pertes réalisés sur la vente	(15 844)	(14 916)
Produits financiers tirés des créances locatives	737 483	449 591
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	919 419	492 573
Produits locatifs	919 419	492 573

Echéancier des paiements de loyers à recevoir

(En milliers d'euros)	31/12/2024						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location-financement
Contrats de location-financement	3 161 006	7 596 498	870 783	11 628 287	-	-	11 628 287

(En milliers d'euros)	31/12/2023						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location-financement
Contrats de location-financement	3 066 978	7 283 680	826 945	11 177 604	-	-	11 177 604

L'échéance des contrats de location correspond à leur date de maturité résiduelle.

Le montant par échéance correspond au montant contractuel non actualisé.

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	8 266 106	8 900 837
Engagements de financement	8 126 106	8 860 837
Engagements en faveur des établissements de crédit	343 536	249 187
Engagements en faveur de la clientèle	7 782 570	8 611 650
Engagements de garantie	140 000	40 000
Engagements d'ordre des établissements de crédit	140 000	40 000
Engagements d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	10 256 791	11 140 769
Engagements de financement	1 760 050	2 767 089
Engagements reçus des établissements de crédit	1 760 050	2 767 089
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	8 493 241	8 368 680
Engagements reçus des établissements de crédit	4 385 235	4 186 004
Engagements reçus de la clientèle	4 108 006	4 182 676
Engagements sur titres	3 500	5 000
Titres à recevoir	3 500	5 000

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH...)	-	-
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	132 773	153 162
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	6 005 038	5 945 299
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	6 137 811	6 098 461
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	72 401	145 280
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	72 401	145 280

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2024, le Groupe CA Personal Finance & Mobility n'a apporté aucune créance en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, au même titre que l'année 2023. Le Groupe CA Personal Finance & Mobility conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 72 097 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 145 295 milliers d'euros au 31 décembre 2023, les garanties détenues par le Groupe CA Personal Finance & Mobility et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de Groupe CA Personal Finance & Mobility. Le groupe n'enregistre aucun actif obtenu par la prise en possession de garantie.

Dans le cadre de son activité de financement automobile les entités du groupe sont amenées à récupérer des véhicules financés pendant la phase de recouvrement des créances impayées. Ces véhicules, ainsi récupérés, ne font pas l'objet d'une comptabilisation séparée, et sont cédés dès que possible. Les sommes ainsi récupérées viennent diminuer les créances dues par la clientèle. La détermination statistique des dépréciations enregistrées, tant sur base individuelle que collective, tient compte de cette nature de flux futurs d'encaissements.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immeubles de placement	-	-
Instruments de capitaux propres et de dettes	-	-
Autres	-	-
Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie	-	-

10 Juste valeur des instruments financiers

La **juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans " la valeur au bilan " des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Etre gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test " Solely Payments of Principal & Interests " ou test " SPPI ").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Compte tenu de leur modèle de gestion, la décomptabilisation qui, sauf exception explicitement prévue par la norme IFRS 9, doit intervenir à l'échéance ou proche de l'échéance, devrait se faire à une valeur proche de la valeur de remboursement de ces instruments.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Prêts et créances	78 598 403	79 038 439	-	10 599 164	68 439 275
Prêts et créances sur les établissements de crédit	10 599 164	10 599 164	-	10 599 164	-
Prêts et créances sur la clientèle	67 999 239	68 439 275	-	-	68 439 275
Titres de dettes	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	78 598 403	79 038 439	-	10 599 164	68 439 275

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à (34) millions d'euros au 31 décembre 2024 contre (613) millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 474 millions d'euros au 31 décembre 2024.

	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Prêts et créances	77 414 738	75 778 689	-	28 867 326	46 911 363
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 240 279	12 222 805	-	12 222 805	-
Prêts et créances sur la clientèle	65 174 459	63 555 884	-	16 644 521	46 911 363
Titres de dettes	588	588	-	588	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	77 415 326	75 779 277	-	28 867 914	46 911 363

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Dettes envers les établissements de crédit	39 149 838	39 038 380	-	39 038 380	-
Dettes envers la clientèle	20 195 196	18 335 471	-	18 335 471	-
Dettes représentées par un titre	21 115 463	21 151 074	1 050 085	20 100 989	-
Dettes subordonnées	2 195 101	2 231 455	-	2 231 455	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	82 655 598	80 756 380	1 050 085	79 706 295	-

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 1,1 million d'euros au 31 décembre 2024 contre 0,6 million d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de (1 900) millions d'euros au 31 décembre 2024.

	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Dettes envers les établissements de crédit	38 882 097	38 792 015	-	38 707 538	-
Dettes envers la clientèle	18 234 490	17 323 914	-	17 323 914	-
Dettes représentées par un titre	19 062 550	21 069 643	1 350 900	19 718 743	-
Dettes subordonnées	1 892 340	1 924 932	-	1 924 932	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	78 071 477	79 110 503	1 350 900	77 675 126	-

10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'euros)				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 012	-	11 012	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	11 012	-	11 012	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 655	-	5 655	-
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	5 655	-	5 655	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	5 655	-	5 655	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	136 533	-	136 533	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	136 533	-	136 533	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	633 572	-	633 572	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISES A LA JUSTE VALEUR	786 772	-	786 772	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		-	-	-

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 187	-	9 187	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 187	-	9 187	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	4 632	-	34 632	-
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	-	30 000	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	4 632	-	4 632	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	4 632	-	4 632	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	138 807	-	143 652	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	129 044	-	133 889	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	9 763	-	9 763	-
Instruments dérivés de couverture	1 054 278	-	1 054 278	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISES A LA JUSTE VALEUR	1 206 904	-	1 241 749	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		-	-	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 668	-	12 668	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 668	-	12 668	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	599 109	-	599 109	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	611 777	-	611 777	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 925	-	10 925	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	10 925	-	10 925	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	432 074	-	432 074	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	442 999	-	442 999	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture (31/12/2023)	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2024)	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
(En milliers d'euros)									
Solde de clôture (31/12/2023)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2024)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
(En milliers d'euros)			
Solde de clôture (31/12/2023)	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2024)	-	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-
Comptabilisés en résultat	-
Comptabilisés en capitaux propres	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture	
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés			
<i>(En milliers d'euros)</i>										
Solde de clôture (31/12/2023)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2024)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-
Comptabilisés en résultat	-
Comptabilisés en capitaux propres	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en " Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat " ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en " Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ".

10.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Marge différée à l'ouverture	-	-
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	-	-
Marge comptabilisée en résultat durant la période	-	-
Marge différée à la clôture	-	-

11 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

11.1 Information sur les filiales

11.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité du Groupe CA Personal Finance & Mobility à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs du Groupe CA Personal Finance & Mobility.

Contraintes réglementaires

Les filiales du Groupe CA Personal Finance & Mobility sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs au Groupe CA Personal Finance & Mobility.

Contraintes légales

Les filiales du Groupe CA Personal Finance & Mobility sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

Contraintes contractuelles

Contraintes liées à des garanties :

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par le Groupe CA Personal Finance & Mobility. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 " Engagements de financement et de garantie et autres garanties ".

Contraintes sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte du Groupe CA Personal Finance & Mobility sont détenus au profit des souscripteurs des contrats. Les actifs figurant au bilan du Groupe CA Personal Finance & Mobility sont essentiellement détenus en vue de satisfaire ses obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

Dans une filiale du Groupe CA Personal Finance & Mobility, les minoritaires bénéficient d'une minorité de blocage auquel est soumis le Groupe CA Personal Finance & Mobility. L'entité concernée est AGOS (détenue à 61 %).

11.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2024, ni au 31 décembre 2023.

11.2 Co-entreprises et entreprises associées

Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent la " valeur de mise en équivalence au bilan ".

Le Groupe CA Personal Finance & Mobility a une influence notable en raison de sa participation dans le capital et/ou de sa présence au sein du conseil d'administration.

	31/12/2024					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Co-entreprises						
LEASYS	50 %	598 336	-	-	58 106	722 479
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		598 336			58 106	722 479
Entreprises associées						
WAFASALAF	49 %	159 156	-	8 756	15 724	100 292
UCAFLEET	35 %	4 596	-	-	610	4 596
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	50 %	601 216	-	16 346	58 501	601 216
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		764 968			74 835	706 104
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		1 363 304			132 941	1 428 583

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

	31/12/2023					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Co-entreprises						
FCA Bank S.P.A	50 %			550 000	37 954	
LEASYS	50 %	513 421	-	-	33 291	637 564
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		513 421			71 245	637 564
Entreprises associées						
WAFASALAF	49 %	142 792	-	11 391	13 052	86 314
UCAFLEET	35 %	3 986	-	-	359	3 986
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	50 %	539 032	-	20 306	49 343	539 032
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		685 810			62 754	629 332
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		1 199 231			133 999	1 266 896

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives du groupe CA Personal Finance & Mobility sont présentées ci-après :

	31/12/2024			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Co-entreprises				
LEASYS	391 114	116 210	13 684 829	1 392 618
Entreprises associées				
WAFASALAF	119 403	32 089	1 946 995	204 678
UCAFLEET	10 441	1 743	15 085	13 133
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	255 390	117 003	8 948 218	1 180 083

(1) Voir paragraphe sur l'opération Persévérance.

	31/12/2023			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Co-entreprises				
FCA Bank S.P.A	192 567	83 838	-	-
LEASYS	354 313	66 581	9 603 822	1 178 910
Entreprises associées				
WAFASALAF	110 070	26 637	1 680 131	162 772
UCAFLEET	6 315	1 026	17 383	10 492
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	239 699	98 686	7 594 726	1 078 063

Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées

Au 31 décembre 2024, le groupe CA Personal Finance & Mobility n'a pas de passifs éventuels encourus dans les co-entreprises et les entreprises associées.

11.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

	31/12/2024				
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
<i>(En milliers d'euros)</i>					
AGOS S.P.A	39 %	39 %	73 945	486 052	51 090
CA AUTO BANK (1)	50 %	50 %	8 459	61 735	-
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	50 %	50 %	(5 537)	13 680	-
FREECARS	24 %	24 %	(4)	281	-
Total			76 863	561 748	51 090

	31/12/2023				
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
<i>(En milliers d'euros)</i>					
AGOS S.P.A	39 %	39 %	73 210	469 246	72 150
CREALFI	49 %	49 %	334	-	-
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	50 %	50 %	(4 337)	8 917	-
FCA BANK S.P.A.	50 %	50 %	5 618	53 921	-
FREECARS	23 %	23 %	89	457	-
Total			74 914	532 540	72 150

Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour CA Consumer Finance S.A. sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
AGOS S.P.A	20 945 320	841 375	189 603	189 436
CA AUTO BANK	33 135 159	786 623	259 540	263 608
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	162 032	(241)	(11 074)	(11 074)
FREECARS	14 877	7 824	145	145
Total	54 257 388	1 635 581	438 214	442 115

(En milliers d'euros)	31/12/2023			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
AGOS S.P.A	20 491 969	828 553	187 718	187 794
CREALFI	-	6 746	2 083	2 083
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	107 950	834	(8 544)	(8 544)
FCA BANK S.P.A	-	192 567	83 838	133 078
FREECARS	13 257	2 979	386	386
Total	20 613 176	1 031 679	265 481	314 797

11.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du groupe CA PERSONAL FINANCE & MOBILITY	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Etablissement bancaire et financier								
CA Consumer Finance	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
Agos S.p.A.	Globale		Italie	Filiale	61,00	61,00	61,00	61,00
CREDIBOM	Globale		Portugal	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE SPAIN EFC	Globale		Espagne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CREDITPLUS BANK AG	Globale		Allemagne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
EDA	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
IDM lease maatschappij B.V.	Globale	S1	Pays-Bas	Filiale		100,00		100,00
Iebe Lease B.V.	Globale	S1	Pays-Bas	Filiale		100,00		100,00
IB KREDIET N.V.	Globale	D1	Pays-Bas	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
Krediet '78 B.V.	Globale	S4	Pays-Bas	Filiale		100,00		100,00
RICARE DIRECT BV	Globale	S4	Pays-Bas	Filiale		100,00		100,00
SEDEF	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK	Globale		Italie	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE UK LTD	Globale		Royaume uni	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK GMBH	Globale		Autriche	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A FRENCH BRANCH	Globale		France	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK GMBH HELLENIC BRANCH	Globale		Grèce	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A. GERMAN BRANCH	Globale		Allemagne	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A. SPANISH BRANCH	Globale		Espagne	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A IRISH BRANCH	Globale		Irlande	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE DANMARK A/S, FINLAND BRANCH	Globale		Finlande	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A PORTUGUESE BRANCH	Globale		Portugal	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A BELGIAN BRANCH	Globale		Belgique	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO BANK S.P.A POLSKA BRANCH	Globale		Pologne	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE DANMARK A/S	Globale		Danemark	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE NEDERLAND BV	Globale		Pays-Bas	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE NORGE A/S	Globale		Norvege	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE SUISSE SA	Globale		Suisse	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO FINANCE SVERIGE AB	Globale		Suède	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE FRANCE S.A.	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE POLSKA SP Z O O	Globale		Pologne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE ESPANA SAU, MOROCCO BRANCH	Globale		Maroc	Succursale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE ESPANA SAU	Globale		Espagne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE UK LTD	Globale		Royaume uni	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
FERRARI FINANCIAL SERVICES GMBH	Globale		Allemagne	Filiale	50,00	50,00	50,00	50,00
FERRARI FINANCIAL SERVICES GMBH, UK Branch	Globale		Royaume uni	Succursale	50,00	50,00	50,00	50,00
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	MEE		Chine	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
Themis Courtage	MEE		Maroc	Entreprise associée	49,00	49,00	49,00	49,00
WAFASALAF	MEE		Maroc	Entreprise associée	49,00	49,00	49,00	49,00
LEASYS AUSTRIA GMBH	MEE		Autriche	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
Sociétés de crédit-bail et location								
CREDIT AGRICOLE MOBILITY	Globale		France	Filiale	50,00	50,00	50,00	50,00
CLICKAR SRL	MEE		Italie	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
DRIVALIA CZECH REPUBLIC S.R.O.								
		E1	République					
	Globale		Tchèque	Filiale	100,00		100,00	
DRIVALIA FRANCE SAS	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE BELGIUM S.A.	Globale		Belgique	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE CZECH REPUBLIC S.R.O			République					
	Globale		Tchèque	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE DANMARK A/S	Globale		Danemark	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE FINLAND OY	Globale		Finlande	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE IRELAND LIMITED	Globale		Irlande	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE NORGE AS	Globale		Norvege	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00

DRIVALIA LEASE NEDERLAND B.V.	Globale		Pays-Bas	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE SVERIGE AB	Globale	E3	Suède	Filiale	100,00		100,00	
DRIVALIA PORTUGAL S.A	Globale		Portugal	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA SPA	Globale		Italie	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA ESPANA S.L.U.	Globale		Espagne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA UK LTD	Globale		Royaume uni	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
DRIVALIA LEASE HELLAS SM S.A	Globale		Grèce	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
LEASYS ITALIA SPA	MEE		Italie	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS SPA Belgian Branch	MEE		Belgique	Succursale	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS SPA German Branch	MEE		Allemagne	Succursale	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS SPA, Spanish Branch	MEE		Espagne	Succursale	50,00	50,00	50,00	50,00
ALEASE&MOBILITY BRANCH DANISH	MEE	S1	Danemark	Succursale		50,00		50,00
LEASYS France S.A.S.	MEE		France	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS LUXEMBOURG S.A	MEE		Luxembourg	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS MOBILITY PORTUGAL S.A	MEE		Portugal	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS NEDERLAND	MEE		Pays-Bas	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS PORTUGAL S.A	MEE		Portugal	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS POLSKA	MEE		Pologne	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
LEASYS UK LTD	MEE		Royaume uni	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
UCAFLEET	MEE		France	Entreprise associée	35,00	35,00	35,00	35,00
Assurance								
CA AUTO INSURANCE HELLAS S.A	Globale		Grèce	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA AUTO REINSURANCE DAC	Globale		Irlande	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA VERSICHERUNGSSERVICE GMBH	Globale		Allemagne	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
FLEET INSURANCE PLAN S.R.O	Globale		République Tchèque	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
Autres établissements non bancaires								
CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE NEDERLAND	Globale		Pays-Bas	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
FREECARS	Globale		France	Filiale	76,36	76,98	76,36	76,98
FREECARS BELGIUM	Globale	S3	Belgique	Filiale		100,00		76,98
FREECARS SPAIN LOGISTIC SOCIEDAD LIMITADA	Globale	S3	Espagne	Filiale		100,00		76,98
LEASYS SAS	MEE		France	Co-entreprise	50,00	50,00	50,00	50,00
SOFINCO PARTICIPATIONS	Globale		France	Filiale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fonds de titrisation								
A-BEST FOURTEEN				Entité structurée contrôlée				
	Globale	S1	Italie			100,00		100,00
A-BEST SIXTEEN				Entité structurée contrôlée				
	Globale	S1	Allemagne			100,00		100,00
A-BEST SEVENTEEN				Entité structurée contrôlée				
	Globale	S1	Italie			100,00		100,00
A-BEST 19				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Allemagne		100,00	100,00	100,00	100,00
A-BEST 20				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Espagne		100,00	100,00	100,00	100,00
A-BEST 21				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Pays-Bas		100,00	100,00	100,00	100,00
A-BEST 22				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	Italie		100,00		100,00	
A-BEST 23				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	Pays-Bas		100,00		100,00	
A-BEST 24				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	Italie		100,00		100,00	
A-BEST 25				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	Italie		100,00		100,00	
ERASMUS FINANCE				Entité structurée contrôlée				
	Globale	S1	Irlande			100,00		100,00
NIXES SIX (LTD)				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Royaume uni		100,00	100,00	100,00	100,00
RAST				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	Italie		100,00		100,00	
LABIRS ONE S.R.L	MEE		Italie	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
ARES LUSITANI STC, S.A				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Portugal		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT GINKGO AUTO LOANS 2022				Entité structurée contrôlée				
	Globale		France		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT GINKGO DEBT CONSO 2015-1				Entité structurée contrôlée				
	Globale	S1	France			100,00		100,00
FCT GINKGO DEBT CONSO 2024-1				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E2	France		100,00		100,00	
FCT GINKGO MASTER REVOLVING LOANS				Entité structurée contrôlée				
	Globale		France		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT GINKGO PERSONAL LOANS 2023-1				Entité structurée contrôlée				
	Globale		France		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT GINKGO SALES FINANCE 2022-02				Entité structurée contrôlée				
	Globale		France		100,00	100,00	100,00	100,00
FCT GINKGO SALES FINANCE 2024-1				Entité structurée contrôlée				
	Globale	E1	France		100,00		100,00	
HUI JU TONG 2022-1	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU DA 2022-01	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU DA 2022-02	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU DA 2023-1	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU DA 2023-2	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU RONG 2023-1	MEE		Chine	Co-entreprise structurée	50,00	50,00	50,00	50,00
HUI JU RONG 2024-01	MEE	E2	Chine	Co-entreprise structurée	50,00		50,00	
HUI JU RONG 2024-02	MEE	E2	Chine	Co-entreprise structurée	50,00		50,00	
HUI JU RONG 2024-03	MEE	E2	Chine	Co-entreprise structurée	50,00		50,00	
HUI JU RONG 2024-04	MEE	E2	Chine	Co-entreprise structurée	50,00		50,00	
MAGOI BV				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Pays-Bas		100,00	100,00	100,00	100,00
RETAIL AUTOMOTIVE CP GERMANY 2021 UG				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Allemagne		100,00	100,00	100,00	100,00
SUNRISE SPV 20 SRL				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Italie		100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 30 SRL				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Italie		100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 40 SRL				Entité structurée contrôlée				
	Globale		Italie		100,00	100,00	61,00	61,00

SUNRISE SPV 50 SRL	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV Z60 Srl	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV Z70 Srl	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV Z80 Srl	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV Z90 Srl	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 92 SRL	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 93 SRL	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 94 SRL	Globale		Italie	Entité structurée contrôlée	100,00	100,00	61,00	61,00
SUNRISE SPV 95 SRL	Globale	E2	Italie	Entité structurée contrôlée	100,00		61,00	

(1) Globale : Intégration Globale

MEE : Mise en équivalence

(2) Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

12 Participations et entités structurées non consolidées

12.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 136 532 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 128 010 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

12.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
Entités non consolidées				
AGILAUTO PARTAGE	France	35,00 %	35,00 %	non significatif
ARGENCE DEVELOPPEMENT	France	100,00 %	100,00 %	non significatif
AD succursale	Maroc	100,00 %	100,00 %	non significatif
AGOS RENTING SRL	Italie	61,00 %		non significatif
BPM LEASE	France	51,00 %		non significatif
CA MOBILITY CARE SERVICES	France	50,00 %		non significatif
CODEFIS	Italie	24,00 %	30,00 %	non significatif
COSMOBILIS MOBILITY FINANCING	France	57,15 %	57,15 %	non significatif
FREECARS BELGIUM	Belgique	76,36 %		non significatif
FREECARS ITALY S.R.L	Italie	76,36 %		non significatif
FREECARS SPAIN LOGISTIC SOCIEDAD LIMITADA	Espagne	76,36 %		non significatif
LS PHI	France	50,00 %	50,00 %	non significatif
PLEDG	France	100,00 %		non significatif
SCI DE L'ECOUTE S'IL PLEUT	France		100,00 %	non significatif
SCI ROND POINT	France	100,00 %	100,00 %	non significatif
SLINE	France	50,00 %	50,00 %	non significatif
UNIFITEL	Maroc	79,99 %	79,99 %	non significatif

12.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice
		31/12/2024	31/12/2023		
COSMOBILIS	France	14,30 %	14,30 %	526 507	(2 022)

12.3 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Au 31 décembre 2024, le Groupe CA Personal Finance & Mobility n'a pas d'intérêts dans des entités structurées non consolidées.

13 Evénements postérieurs au 31 décembre 2024

• Prise de participation à hauteur de 50 % dans GAC Finance Leasing Co. Ltd, (GAC Leasing)

Le 16 janvier 2025, CA Consumer Finance S.A. a acquis 50 % de GAC Leasing. Renommé GAC-Sofinco Finance Leasing Co Ltd, cette co-entreprise en partenariat avec le constructeur chinois Guangzhou Automobile Group Co., Ltd (GAC Group) proposera des solutions de leasing financier et opérationnel en Chine et favorisera le déploiement des véhicules électriques.

• Prise de contrôle de la fintech SLINE

Le 2 janvier 2025, CA Consumer Finance S.A. a pris le contrôle de SLINE par l'acquisition de 50 % de cette entité. CA Consumer Finance S.A. étant déjà actionnaire à hauteur de 50 % de Sline, elle détient désormais l'intégralité de son capital. Cette entité propose une solution de location pour les e-commerçants et les marchands pour accélérer sur le marché de l'économie de l'usage en France.

• Augmentations de capital de Crédit Agricole Consumer Finance

Le conseil d'administration du 20 janvier 2025 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 18 669 417 euros pour le porter de 554 482 422 euros à 573 151 839 euros, par émission de 478 703 actions nouvelles de la société de 39 euros de valeur nominale chacune assorties d'une prime d'émission de 546 euros par action, soit une prime d'émission totale de 261 371 838 euros.

Ensuite, le conseil d'administration du 30 janvier 2025 a décidé d'une seconde augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 23 333 310 euros et la création d'une prime d'émission totale de 326 666 340 euros, pour le porter de 573 151 839 euros à 596 485 149 euros, par l'émission de 598 290 actions ordinaires nouvelles émises au prix unitaire de 585 euros, soit 39,2 euros de valeur nominale chacune, assortie d'une prime d'émission de 546 euros par action.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à la somme de -375 932 412,87 euros.

Constatation faite que la réserve légale est déjà dotée à hauteur de 10 % du capital social et compte tenu du Report à Nouveau antérieur créditeur de 879 006 570,58 euros, l'assemblée générale constate que le bénéfice distribuable s'élève à la somme de 503 074 157,71 euros.

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

1- Réserve Spéciale d'œuvres d'art : 20 600 euros

2- Au Report à nouveau : 503 053 557,71 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au cours des trois exercices précédents ont été les suivantes :

	2023	2022	2021
Dividende unitaire	38,28 €	17,53 €	31,06 €
Nombre d'actions ouvrant droit au dividende	14 217 498	14 217 498	14 217 498
Distribution totale	544,246 M€	249,232 M€	441,595 M€